

# **OIBT – Rapport annuel 2019**









## Rapport annuel 2019

Citation recommandée: OIBT 2020. Rapport annuel 2019. Organisation internationale des bois tropicaux, Yokohama, Japon.

L'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) est une organisation intergouvernementale qui favorise la conservation ainsi que la gestion, l'utilisation et le commerce durables des ressources des forêts tropicales. Ses membres représentent la majeure partie des forêts tropicales dans le monde et du commerce international des bois tropicaux. L'OIBT élabore des textes d'orientation ayant fait l'objet d'un accord international et visant à favoriser la gestion forestière durable et la conservation des forêts, et elle aide les pays tropicaux membres à adapter ces orientations aux conditions locales et à les mettre en œuvre par des projets sur le terrain. En outre, l'OIBT rassemble, analyse et diffuse des données relatives à la production et au commerce des bois tropicaux, et elle finance une gamme de projets et autres actions qui visent à développer des entreprises d'échelle villageoise ou industrielle. Depuis son entrée en activité en 1987, l'OIBT a financé plus d'un millier de projets, d'avant-projets et d'activités pour une valeur dépassant 400 millions de dollars des États-Unis. Le Japon, la Suisse, les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne sont à ce jour les principales sources des financements à titre volontaire.

Cet ouvrage est protégé par des droits d'auteur. À l'exception du monogramme de l'OIBT, les informations graphiques et textuelles de cette publication peuvent être reproduites en intégralité ou en partie à condition qu'elles ne soient ni vendues, ni exploitées à des fins commerciales, et que leur source soit citée.

#### Déni de responsabilité

Les désignations employées dans la présente publication de même que la présentation du contenu n'impliquent en aucune manière l'expression d'une quelconque opinion se rapportant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une région, ou bien de ses autorités, ou encore concernant la délimitation de ses frontières et limites.

© ITTO 2020 ISBN 978-4-86507-063-7

Photo de couverture: Un pont suspendu dans le Parc national de Gunung Gede-Pangrango, en Indonésie Médaillons en couverture: K. Sato/OIBT, IPDA et R. Carrillo/OIBT Médaillons au dos: E. De García, A. Violato et Direction des eaux et forêts (Togo)

## **Table des matières**

Si	gles et abréviationsgles	4
M	essage du Directeur exécutif	5
	Conseil international des bois tropicaux	
2	Résultats et retombées des projets de terrain de l'OIBT	13
3	Économie, statistiques, marchés et industrie	25
4	Reboisement et gestion forestière	31
5	Bourses	35
6	Coopération internationale	37
7	Sensibilisation	41
8	Situation financière	47
9	États membres	55

## Sigles et abréviations

AIBT	Accord international sur les bois tropicaux	OIBT	Organisation internationale des bois tropicaux
APEC	Coopération économique Asie-Pacifique	OMF	Objectif mondial relatif aux forêts
APFNet	Réseau Asie-Pacifique pour la gestion durable et la réhabilitation des forêts	REDD+	réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts, y compris le
APFW	Semaine de la foresterie en Asie-Pacifique		rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et de l'augmentation des stocks de
ATIBT	Association technique internationale des bois tropicaux	DEDDEC	carbone forestier
BMEL	Ministère fédéral allemand de l'alimentation et de l'agriculture	REDDES	(Programme thématique de l'OIBT relatif à) la réduction de la déforestation et de la dégradation des forêts, et à la valorisation des services
CdC	chaîne de contrôle		environnementaux dans les forêts tropicales
CITES	Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages	RIFFEAC	Réseau des institutions de formation forestière et environnementale en Afrique centrale
	menacées d'extinction	RPF	restauration des paysages forestiers
C&I	critères et indicateurs	STCF	Système de traçabilité et de contrôle
EGILAT	Groupe d'experts de l'APEC sur l'exploitation		forestiers (Panama)
	forestière illicite et le commerce associé	SW4SW	(Initiative) Du bois durable pour un
EU.	États-Unis d'Amérique		monde durable
E. 2019	Exercice clos au 31 décembre 2019	TAG	Groupe consultatif sur le commerce
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	TFLET	(Programme thématique de l'OIBT relatif à) l'application des lois forestières tropicales,
FNUF	Forum des Nations Unies sur les forêts		à la gouvernance et au commerce
GCSC	Groupe consultatif de la société civile	TICAD	Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique
GDF	gestion durable des forêts	UE	Union européenne
GIZ	Agence allemande de coopération	\$EU	dollar(s) des États-Unis

## Message du Directeur exécutif

En 2019, l'OIBT a avancé à grands pas. En obtenant des résultats tangibles sur divers fronts relevant de sa mission tout en, parallèlement, contribuant aux Objectifs de développement durable (ODD) et aux Objectifs mondiaux relatifs aux forêts (OMF), elle a acquis une plus grande visibilité

Un élément marquant a été la promotion active des chaînes d'approvisionnement légales et durables du bois et le renforcement des capacités en la matière, pour établir ainsi une nouvelle approche qui relie la gestion durable des forêts (GDF) depuis l'arbre en forêt jusqu'aux rayons des magasins, ce qui contribue à la création d'une économie biocirculaire ainsi qu'à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets ou encore à la conservation de la biodiversité. Toujours en 2019, nous avons contribué à: créer le Réseau des chaînes d'approvisionnement mondiales vertes; l'adoption de lignes directrices sur la restauration des paysages forestiers et la gestion environnementale et sociale; mener des travaux sur la gestion durable du teck dans la sous-région du grand Mékong; diffuser régulièrement des informations sur le marché et des données sur la production et le commerce des bois tropicaux; et mis en avant les précieuses contributions des femmes au secteur forestier.

Eu égard aux projets de l'Organisation, leurs retombées sur le terrain aident les pays tropicaux à faire avancer la GDF en accord avec les priorités que fixe le Plan d'action stratégique de l'OIBT. Le présent rapport annuel en illustre de remarquables exemples, au nombre desquels la mise en œuvre pilote de systèmes de traçabilité du bois en Indonésie et au Panama; la gestion communautaire de forêts au Ghana, en Indonésie et en Thaïlande; la conservation de la biodiversité au Bénin et en Indonésie; la mise à jour des cadres juridiques régissant la gestion durable des mangroves au Guatemala; l'amélioration du suivi des forêts et du changement des affectations des sols en Amazonie; la restauration d'écosystèmes forestiers et l'autonomisation de villageoises en Équateur; et la modernisation de l'enseignement forestier dans la sous-région du bassin du Congo.

L'OIBT a par ailleurs en 2019 pris une part active aux discussions internationales d'orientation stratégique, dont le Forum mondial sur les paysages; le Réseau Asie-Pacifique pour la gestion durable et la réhabilitation des forêts (APFNet); la Semaine de la foresterie en Asie-Pacifique; la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC); le Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF); la septième Conférence internationale sur les incendies de forêt; la septième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD-7); la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification; le congrès mondial de l'Union internationale des instituts de recherche forestière (IUFRO); la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques; le



Photo: H. Apedo

Processus de Montréal; le Partenariat de collaboration sur les forêts; et plusieurs initiatives menées en étroite collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

L'OIBT a aussi renforcé en 2019 sa collaboration avec son pays hôte, le Japon, notamment dans le cadre de dialogues de haut niveau et d'activités de sensibilisation. L'Organisation a en outre apporté son concours à l'application de la loi japonaise sur le bois propre, qui encourage le secteur privé à prendre des mesures en vue d'assurer l'emploi de bois et produits dérivés récoltés dans le respect de la légalité.

Lors de la 55° session du Conseil international des bois tropicaux qui s'est tenue en décembre à Lomé, au Togo, nous avons introduit la Journée du commerce et des marchés ainsi que la Table ronde des femmes et des marchés qui seront désormais régulièrement inscrits à l'ordre du jour. Le Conseil a approuvé la mise en œuvre à titre pilote de nouveaux Axes programmatiques destinés à organiser les travaux de l'OIBT en vue de rendre la levée de fonds plus efficace.

Malgré les progrès considérables dont témoigne cette édition de notre rapport annuel, il reste toutefois encore beaucoup à faire pour remplir le mandat de l'Organisation. À cet égard, des forêts tropicales gérées en mode durable et les chaînes d'approvisionnement qui leur sont associées offrent de gigantesques possibilités de mettre au point des solutions fondées sur la nature dans l'optique du développement durable, de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses effets, et de la conservation de la biodiversité. L'OIBT continuera de montrer la voie à cette fin.

#### **Gerhard Dieterle**

Directeur exécutif de l'OIBT







Le Premier ministre du Togo, M. Kome Sélom Klassou, a dit que la GDF était nécessaire de toute urgence face au changement climatique. Photo: R. Carrillo/OIBT

Durant sa 55e session, qui s'est tenue à Lomé, au Togo, du 2 au 7 décembre 2019, le Conseil international des bois tropicaux (CIBT), s'est penché sur diverses questions relevant de la gestion durable des forêts tropicales, du développement d'industries forestières durables et du commerce durable des bois tropicaux. Entre autres, le Conseil a:

 Accueilli avec satisfaction les nouvelles lignes directrices destinées à accompagner la restauration des forêts et terres forestières tropicales dégradées, pour permettre ainsi, au fil du temps, la gestion durable des paysages.

- Adopté des lignes directrices sur la gestion environnementale et sociale dans l'objectif d'offrir un système facile d'emploi et applicable visant à intégrer des garanties et la gestion des risques dans le cycle des projets de l'OIBT.
- Organisé la première Journée du commerce et des marchés, qui a examiné les approches permettant d'accroître la valeur des forêts pour les sociétés, en particulier en Afrique, et a notamment accueilli la première Table ronde sur les femmes et les marchés organisée par le Groupe consultatif de la société civile.
- Décidé, pour ses travaux, de mettre en œuvre à titre pilote une nouvelle Démarche programmatique durant la période 2020-2022 (voir l'encadré en page 10).
- Adopté cinq autres décisions se rapportant à l'administration de l'Organisation.

Dans l'allocution qu'il a délivrée à l'ouverture de la session, le Premier ministre du Togo, M. Kome Sélom Klassou, a dit que, face au changement climatique, il était aujourd'hui urgent de concrétiser la GDF, alimentée par un commerce durable des produits forestiers.

«Les ressources forestières ne sont pas infinies. Au contraire, elles se dégradent à un rythme alarmant, a-t-il ajouté. «Face à ces défis majeurs, il nous faut inverser cette tendance pour promouvoir des politiques qui soient compatibles avec une gestion durable des forêts.»

S'exprimant également à l'ouverture de la session, le Président du Conseil, M. John Leigh, a observé que le bois, dont les bois tropicaux, devrait être considéré comme une opportunité pour le développement durable et une partie potentielle de la solution au changement climatique.



Le Ministre togolais de l'environnement, du développement durable et de la protection de la nature, M. Davis Wonou Oladokoun (à d.), serre la main du Président du Conseil, M. John Leigh. Photo: H. Apedo

«Il est urgent de rehausser l'image du secteur forestier et de rectifier cette idée persistante chez beaucoup à travers le monde que l'exploitation forestière est synonyme de déforestation et que la filière forêt-bois est donc un agent destructeur», a-t-il remarqué.

Des forêts gérées en mode durable et les produits ligneux qui en sont issus peuvent jouer un rôle majeur pour «décarboner» les économies en piégeant le dioxyde de carbone contenu dans l'atmosphère et en le stockant dans des produits ligneux de long terme tels qu'ossatures d'habitations ou meubles, ou encore en utilisant le bois en remplacement de matériaux et énergies non renouvelables et à fortes émissions de carbone, a expliqué M. Leigh.

«Par conséquent, en réponse au changement climatique, les solutions fondées sur la nature faisant appel aux arbres et forêts ne sauraient donner leur pleine mesure que dans le cadre de chaînes d'approvisionnement légales et durables, depuis la forêt jusqu'au marché», a-t-il ajouté.

Le Gouvernement du Japon, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique (E.-U.), le Gouvernement de la République de Corée et le Gouvernement de la Chine ont tous annoncé de nouvelles contributions de fonds durant la session. Au nombre des travaux financés figurent un projet visant à améliorer la traçabilité dans la chaîne de production forestière au Guatemala et un avant-projet destiné à renforcer les capacités des acteurs des secteurs forestiers privé et communautaire au Togo. Un financement partiel a été apporté à un projet d'amélioration de la gestion du paysage dans la Réserve de biosphère de Giam Siak Kecil-Bukit Batu, dans la province de Riau, en Indonésie, ainsi qu'à un autre projet visant à augmenter la capacité des communautés locales et de l'Administration forestière à mettre en œuvre un programme forestier communautaire dans les provinces de Kratie et de Mondulkiri, au Cambodge. Plusieurs programmes en place ont reçu des fonds supplémentaires, et une bourse de l'OIBT a été attribuée à 14 lauréates et lauréats. Globalement, des contributions volontaires, entre deux sessions pour certaines, d'un montant total de 5,1 millions \$EU ont été annoncées en faveur des travaux de l'Organisation en



M. Barney Chan délivre la déclaration du Groupe consultatif sur le commerce (TAG) durant la 55° session du Conseil international des bois tropicaux. Photo: R. Carrillo/OIBT

2019. Au nombre des autres donateurs cette même année figurent l'Union européenne (UE) et le Gouvernement de l'Allemagne.

## Déclaration du Groupe consultatif sur le commerce

Selon le Groupe consultatif sur le commerce (TAG) qui a présenté sa déclaration durant la 55° session du Conseil international des bois tropicaux, l'OIBT devrait se focaliser sur la relation bénéfique entre les arbres et le piégeage du carbone.

Selon cette déclaration «les éléments scientifiques montrent qu'il est salutaire pour le climat de cultiver des arbres, [et] nous devrions en tirer parti».

«Le Conseil doit prendre conscience de l'intérêt croissant que suscite à travers le monde la création de plantations forestières. Et encore plus important, il conviendrait que le Conseil sache à quel point les investisseurs et autres acteurs doivent combattre pour réussir à planter des arbres. Puisque nous disposons probablement d'assez de données scientifiques et de connaissances biologiques sur l'art et la manière de cultiver des arbres, en veillant suffisamment à la biodiversité, qu'est-ce donc alors qui freine la plantation à grande échelle?»

Le TAG a indiqué à cet égard que l'OIBT pourrait jouer un rôle important s'agissant d'éliminer les obstacles à la création de plantations forestières, en particulier dans le contexte de la restauration des écosystèmes.

«Il y a déjà pléthore d'expertise dans les pays membres et ailleurs», dit la déclaration, «mais l'OIBT doit faire preuve de leadership et exploiter cette expertise collective pour faire avancer les choses au plan pratique.»

Le TAG a prié le Conseil de financer une réunion internationale d'experts sur les moyens de faciliter la création de plantations viables au plan commercial en milieu tropical, ou le développement d'une stratégie internationale sur les plantations de bois tropical. Il a posé la question suivante: «Sommes-nous capables de susciter une révolution de la plantation d'arbres pour sauver le climat?».



M. Chen Hin Keong, de TRAFFIC, délivre une déclaration du GCSC lors de la 55° session du Conseil international des bois tropicaux. Photo: R. Carrillo/OIBT

## Déclaration du Groupe consultatif de la société civile

Dans la déclaration qu'il a délivrée lors de la session du Conseil, le Groupe consultatif de la société civile (GCSC) a invité à faire preuve de circonspection s'agissant de présumer que les plantations forestières seraient systématiquement bénéfiques. Dans sa déclaration, présentée par son coordonnateur, M. Chen Hin Keong, le GCSC s'est dit inquiet de cette priorité accordée à un approvisionnement en bois obtenus de plantations.

La déclaration a reconnu que les plantations forestières étaient inévitablement amenées à devenir plus importantes dans le secteur forestier. Néanmoins, en raison des nombreux services et avantages qu'elles procurent, l'OIBT devrait continuer à promouvoir la gestion durable des forêts naturelles.

«Nous appelons le Conseil à œuvrer avec les membres afin de trouver des marchés pour les essences de haute valeur provenant de forêts naturelles gérées suivant des pratiques durables... et à travailler avec les populations autochtones et les communautés locales, y compris les femmes et les jeunes, pour gérer les forêts en mode durable et assurer l'utilisation durable de leurs nombreux produits forestiers.» L'OIBT devrait «revenir aux fondamentaux, à savoir se concentrer sur la gestion durable des forêts et la conservation des essences dans l'optique de leur utilisation durable, ce au profit des populations du globe et de la santé de notre planète.»

Dans sa déclaration, le GCSC a félicité le Secrétariat de l'OIBT d'avoir initié pour les travaux de l'Organisation une nouvelle Démarche programmatique. En outre, «tout au long de la longue histoire de l'OIBT, l'Organisation a accompli un excellent travail dans l'élaboration de lignes directrices destinées à accompagner la GDF». Il y est par ailleurs noté que le GSCS continuerait de promouvoir et de faire connaître les diverses lignes directrices de l'OIBT auprès du plus grand nombre et préconisé que, en collaboration avec le GCSC, l'on procède à un suivi et à une évaluation de l'avancement de l'application de celles-ci.

Lire le texte intégral des déclarations du TAG et du GCSC sur: www.itto.int/ittc-55/presentations



M. Hidenobu Maekawa, un délégué du Japon, intervient durant une séance du Comité des finances et de l'administration lors de la 55° session du Conseil international des bois tropicaux. Photo: R. Carrillo/OIBT



La tribune de la table ronde de haut niveau qui s'est tenue dans le cadre de la Journée du commerce et des marchés. Photo: R. Carrillo/OIBT

## Décision de mettre en œuvre à titre pilote des Axes programmatiques

Dans le cadre d'une décision adoptée à la 55e session du Conseil, l'OIBT va mettre en œuvre à titre pilote quatre nouveaux Axes programmatiques pour organiser ses travaux: 1) Chaînes d'approvisionnement légales et durables; 2) Conservation de la biodiversité et services écosystémiques; 3) Restauration des paysages forestiers et moyens d'existence résilients; et 4) Questions émergentes et innovation. Durant cette phase pilote, qui sera déployée de 2020 à 2022, le Conseil va peaufiner cette démarche en lui assignant des objectifs clairs et en simplifiant le processus du cycle des projets. Le Conseil a créé un comité consultatif chargé de le tenir informé de la mise en œuvre de cette phase pilote et de conseiller le Directeur exécutif.

Dans cette même décision, le Conseil a prié le Directeur exécutif d'intensifier le dialogue avec les secrétariats du Fonds mondial pour l'environnement et conventions connexes, et de poursuivre ses efforts pour que l'OIBT soit officiellement accréditée auprès du Fonds vert pour le climat afin de valoriser le rôle de l'Organisation dans la lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts. Le Conseil a également autorisé le Directeur exécutif à explorer des dispositifs de financement supplémentaires qui apportent de nouveaux fonds à l'Organisation, ce en accord avec le mandat et les règles de l'Organisation.

#### Journée du commerce et des marchés

Le Conseil international des bois tropicaux a organisé durant sa 55° session sa première Journée du commerce et des marchés dont l'objectif était d'examiner les défis auxquels sont confrontés le commerce des bois tropicaux et les chaînes d'approvisionnement durable, en particulier en Afrique. Elle s'est articulée autour des volets suivants:

- Un **volet de haut niveau**, au cours duquel les orateurs ont expliqué que, menée à une échelle massive et associée à de fortes incitations à investir dans le secteur privé, la restauration des paysages forestiers dégradés en Afrique de l'Ouest pourrait aider à impulser son développement économique tout en répondant au déficit de l'offre en bois qui se profile. Animé par M<sup>me</sup> Sheam Satkuru, du Secrétariat de l'OIBT, sont intervenus dans le cadre de ce volet quatre orateurs: le Directeur exécutif de l'OIBT, M. Gerhard Dieterle; M. David Wonou Oladokou, le Ministre togolais de l'environnement, du développement durable et de la conservation de la nature; M. Jules Doret Ndongo, le Ministre camerounais des forêts et de la faune; et M. Dieudonné Sita, le Directeur des forêts au Ministère congolais de l'économie forestière.
- · La Discussion annuelle sur le marché, qui portait sur le thème «La transformation à valeur ajoutée en Afrique: Ses opportunités et ses défis». Les orateurs étaient M. Mafa Chipeta, conseiller indépendant sur les politiques relevant de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la foresterie; M. Pyoabalo Alaba, Directeur général de l'Office du développement et de l'exploitation des forêts (Togo); M. Fifonsi Ayélé Dangbo, de l'Université de Lomé, au Togo; M. Labode Popoola, professeur à l'Université d'Ibadan, au Nigéria; M. Roy Southey, Directeur exécutif de l'entreprise Sawmilling SA; et M. Rik Sools, Directeur général de l'entreprise Form International. Les orateurs ont observé que les pouvoirs publics et le secteur privé africains devraient s'emparer du défi de développer une filière du bois à valeur ajoutée et se concentrer sur les opportunités, telles que celles que présente l'essor du commerce intra-africain du bois.
- Une déclaration du TAG, indiquant que l'OIBT devrait tenir compte de la relation bénéfique entre les arbres et le carbone (voir page 8).
- La Table ronde sur les femmes et les marchés<sup>1</sup>, à laquelle ont participé les oratrices suivantes: M<sup>me</sup> Yawa Edzodzinam Dogbe, membre du Réseau des femmes africaines pour l'aménagement communautaire des forêts (REFACOF); M<sup>me</sup> Rachel Awoussi Boyindjo, de Dimension Humaine, une organisation non gouvernementale togolaise; et M<sup>me</sup> Cécile Ndjebet, la Présidente du REFACOF. Dans ses remarques de clôture de la Table ronde, l'animatrice, M<sup>me</sup> Satkuru, a relevé que ce qu'il fallait retenir des présentations, c'était le fait qu'impliquer les femmes dans la foresterie pouvait aider à réduire la dégradation et l'amenuisement des forêts. Il n'en reste pas moins, a-t-elle ajouté, que les entrepreneures ont besoin d'aide pour régulariser leurs entreprises.

<sup>1</sup> Tenue le 5 décembre pour des raisons de logistique.



Les membres – et collègues – de la Table ronde sur les femmes et les marchés qui s'est tenue durant la 55° session du Conseil international des bois tropicaux. Photo: R. Carrillo/OIBT

#### • Des présentations par:

- M<sup>me</sup> Sarah Storck et M. Rupert Oliver (consultante principale et analyste du marché, respectivement, pour le Mécanisme de surveillance indépendante du marché dans le cadre de l'activité du Programme de travail biennal de l'OIBT relative aux bois porteurs d'une autorisation FLEGT) sur la situation des marchés des bois tropicaux dans l'UE.
- M<sup>me</sup> Ivonne Higuero, Secrétaire générale de la Convention sur le commerce international des espèces sauvages de faune et de flore menacées d'extinction (CITES), sur le renforcement de la coopération entre l'OIBT et la CITES.
- M. Jose Bolanos, de l'Institut européen des forêts, sur les développements intervenus au niveau du Réseau mondial de traçabilité du bois (GTTN).
- M<sup>me</sup> Marie Vallée, de l'Institut mondial des ressources, sur le Portail ouvert du bois (*Open Timber Portal*).
- M. Rikiya Konishi, de l'Agence japonaise des forêts, à propos du Groupe d'experts de l'APEC sur l'exploitation forestière illicite et le commerce associé (EGILAT).

Les présentations données lors de la Journée du commerce et des marchés sont disponibles sur: www.itto.int/ittc-55/presentations



La Secrétaire générale de la CITES, M<sup>me</sup> Ivonne Higuero (deuxième en partant de la droite), parle de la coopération entre la CITES et l'OIBT ainsi que des récents développements intervenus dans les inscriptions d'espèces arborées à la CITES. Photo: T. Yanuariadi/OIBT



M. Mafa Chipeta, qui s'est exprimé lors de la Discussion annuelle de l'OIBT sur le marché, a énuméré cinq domaines d'intervention, notamment un changement des mentalités, qu'il considère comme essentiels pour industrialiser le secteur forestier africain. Photo: H. Apedo



Le Directeur général de l'ODEF, M. Pyoabalo Alaba, a dit lors de la Discussion annuelle de l'OIBT sur le marché que le secteur forestier togolais devait régulariser sa situation et s'organiser s'il voulait relever les défis auxquels est confrontée la transformation du bois. Photo: H. Apedo





Ce chapitre présente une sélection de projets en cours ou récemment achevés qui illustrent les travaux de l'Organisation sur le terrain. Les projets qui figurent ici sont articulés en fonction des priorités stratégiques du Plan d'action stratégique de l'OIBT en vigueur.

Pour en savoir plus sur le Plan d'action stratégique de l'OIBT, consulter: www.itto/int/fr/council\_committees/action\_plans

Il est possible de consulter les réalisations des projets de l'OIBT ainsi que les documents et rapports connexes en saisissant le numéro de projet dans le moteur de recherche sur: www.itto.int/fr/project\_search

Priorité stratégique 1: Favoriser la bonne gouvernance forestière et les cadres de politiques publiques permettant le renforcement de la gestion durable des forêts et du commerce connexe et une augmentation des financements de la GDF et des investissements y afférents

L'OIBT accompagne les efforts que mènent ses membres en vue d'assurer que les lois, règlements et réglementations d'ordre forestier soient respectés au cours de la récolte, du transport et de la transformation des produits forestiers, et de remédier au défaut de conformité aux lois internationales, nationales et internationales relevant des forêts et de la foresterie.

#### Accompagner l'offre en bois légaux en Indonésie

Intitulé du projet	Mise en œuvre d'un système de traçabilité génétique du bois en Indonésie
Numéro	TFL-PD 037/13 Rev. 2 (M)
Statut	Achevé
Contribution de l'OIBT	518 833 \$EU
Agence d'exécution	Université d'Adelaïde (Australie)
Financement	Programme thématique TFLET
ODD pertinents	9, 12, 15 et 17

Ce projet avait pour objectif d'améliorer la capacité à appliquer la législation forestière en Indonésie en apportant des outils efficaces servant à vérifier l'origine légale des bois tout au long des chaînes d'approvisionnement. Il a permis de mettre au point un robuste système de traçabilité des essences indonésiennes de la famille des Diptérocarpacées qui a recours à des marqueurs génétiques pouvant servir à identifier l'essence, la région, voire le spécimen d'origine.

Le projet a permis de mettre à disposition les références génétiques de 72 essences majeures de Diptérocarpacées, dont les merantis rouges (par ex., Shorea parvifolia, Shorea palembanica et Shorea pauciflora), les merantis jaunes (par ex., Shorea multiflora), les merantis blancs (par ex., Shorea agami), le merawan (par ex., Hopea dryobalanoides), le lauan (par ex., Dipterocarpus grandiflorus), le kapur (par



Supi, un membre du personnel de terrain à Cabang Panti, dans le Kalimantan occidental, en Indonésie, prélève une carotte sur une essence de Diptérocarpacée. Photo: E. Dormontt/Université d'Adélaïde

ex., *Dryobalanops aromatica*) et le resak (par ex., *Vatica nitens*). Avec la participation des acteurs de la filière, une méthode de chaîne de contrôle (CdC) a été développée pour le bangkirai (*Shorea laevis*), une essence très commercialisée qui se raréfie à l'état sauvage.

Le projet a donné lieu à des formations, à des transferts de technologie et à la mobilisation d'acteurs tels que des représentants d'organismes scientifiques, publics, de la filière, de certification et d'organisations non gouvernementales en Indonésie. Ses résultats se sont montrés précieux pour le secteur privé et les négociants, qui ont été en mesure de mettre à jour leurs déclarations d'essences à l'export.

Suite à l'achèvement du projet, les travaux se poursuivent pour peaufiner l'approche utilisée pour l'identification et la traçabilité des essences en appui au commerce licite du bois.

#### Améliorer le commerce licite du bois au Panama

Intitulé du projet	Renforcement de la capacité gestionnaire de l'ANAM en vue de réduire l'exploitation forestière et le commerce connexe illicites dans la région est du Panama (Bayano et Darién) par des mécanismes de suivi et de contrôle
Numéro	TFL-PD 044/13 Rev.2 (M)
Statut	En cours
Contribution de l'OIBT	412 556 \$EU
Agence d'exécution	WWF-Panama
Financement	Programme thématique TFLET
ODD pertinents	9, 12, 15, 16 et 17

Tirant parti des produits d'un autre projet de l'OIBT (PD 602/11 Rev.3 [F]), ce projet met en œuvre à titre pilote le Système de traçabilité et de contrôle forestiers du Panama (STCF), qui permet de tracer les arbres prélevés à l'aide d'un dispositif électronique – des puces – dès qu'ils sont recensés durant la préparation des plans d'aménagement forestiers jusqu'au moment où le bois arrive à une scierie ou chez un négociant.

Cette mise en service du STCF a d'ores et déjà permis d'améliorer les pratiques de gestion forestière, de réduire les délais d'approbation des plans d'aménagement forestier et de rendre le commerce du bois plus transparent. Le STCF comporte les étapes suivantes:

- Le recensement des arbres (exploitables, semenciers et résiduels) dans les inventaires forestiers.
- La fixation d'une puce sur chaque arbre prélevé et sur sa souche.
- La saisie d'autres données (par ex., des renseignements d'ordre général sur le détenteur du permis et les autorisations nécessaires).
- L'enregistrement et le suivi des plans d'approvisionnement de la filière.
- La délivrance de lettres de transport pour transporter les grumes et pièces de bois (par ex., blocs et bois dimensionnés).
- L'enregistrement des coordonnées géospatiales pour alimenter un outil centralisé servant à l'application des lois forestières et à la gouvernance.

Le STCF fonctionne avec des appareils nomades, ce qui facilite la saisie des informations directement sur le terrain, la délivrance en ligne des autorisations par l'autorité forestière et la vérification des chargements de bois aux points de contrôle; en outre, le système produit des informations statistiques utiles pour la prise de décisions. La mise en œuvre du STCF s'accompagne d'une campagne de communication et de marketing à destination de la société civile et des consommateurs. Le Ministère panaméen de l'environnement prévoit d'élargir l'usage du STCF à d'autres régions du pays.



Le projet a mis au point des critères et indicateurs pour la gestion durable des forêts plantées et communautaires et la certification de la chaîne de contrôle en Thaïlande. Photo: H. Ok Ma/OIBT



Un agent du Ministère panaméen de l'environnement vérifie un chargement de bois au point de contrôle d'Agua Fria, dans le Darién, au Panama. Photo: A. Castillo

«Le STCF nous a permis de diligenter l'évaluation des demandes de plans d'aménagement forestier. En outre, une fois que les permis nécessaires sont délivrés et que toutes les exigences ont été satisfaites, il nous permet aussi de suivre et de contrôler l'origine du bois. Nous avons constaté une réduction du nombre de permis et du nombre d'infractions. Le travail des agents a gagné en efficacité.»—Melanio Aguilar, technicien forestier, Ministère panaméen de l'environnement

«Notre activité progresse, car tout est en ordre depuis le moment où le bois quitte la forêt jusqu'à son arrivée à notre scierie. Par ailleurs, le Ministère lutte contre les opérateurs illicites et l'illégalité n'est donc plus aussi facile. Le STCF aide les entreprises à assurer que les produits qu'elles achètent sont conformes à toutes les normes fixées par le système et pour moi cela a été une grande aide puisque mon activité prospère de jour en jour... En bref, ce que je veux souligner c'est que le STCF a été un moyen d'aide et de reconnaissance énorme pour notre entreprise dans le sens où il a aidé le pays à comprendre que tous ceux qui produisent du bois ou des produits forestiers ne font pas quelque chose de mal et que nombre d'entre nous sont en règle avec tout ce qu'exige la loi.» Edwin Almanza, propriétaire d'une scierie

«Grâce au STCF, nous faisons du meilleur travail sur le terrain, aussi bien dans les études commerciales que dans l'évaluation des plans d'exploitation annuels. En 2020, nous avons pour la première fois constaté de meilleurs résultats. Le système nous permet de travailler plus efficacement et aujourd'hui nous voyons une amélioration de l'accessibilité et des procédures de transfert. C'est la meilleure réalisation que nous ayons vue dans le cadre du projet communautaire de Marragantí, qui est actuellement mis en œuvre.» Clamedes Guaynora, porte-parole de la communauté de Marragantí

## Critères et indicateurs de la Thaïlande pour la gestion durable des forêts plantées et communautaires

Intitulé du projet	Élaboration et application de critères et indicateurs pour la gestion durable des forêts plantées et forêts communautaires
Numéro	PD 470/07 Rev.1 (F)
Statut	Achevé
Contribution de l'OIBT	209 574 \$EU
Agence d'exécution	Département royal thaïlandais des forêts
Donateur	Japon
ODD pertinents	12, 13 et 15

Ce projet avait pour objectif de contribuer à l'approvisionnement en bois d'origine légale et durable en mettant en place une grille complète de critères et indicateurs (C&I) pour la gestion durable des forêts plantées et communautaires et la certification de la CdC en Thaïlande.

Le projet a déterminé sept critères et 35 indicateurs. Ces sept critères sont: 1) conformité à la législation, aux politiques et aux stratégies nationales; 2) étendue et état des forêts; 3) santé et adaptation de l'écosystème forestier; 4) production forestière et services écosystémiques; 5) biodiversité forestière; 6) conservation des sols et de l'eau; et 7) valeurs économiques, sociales et culturelles des communautés locales.

Le dispositif de certification de la CdC passe par quatre étapes: 1) en forêt; 2) transport; 3) entreposage; et 4) transformation. Ce dispositif aide à mettre les petits propriétaires-exploitants de la province de Nan (où la mise en œuvre pilote a été déployée) en relation avec les entreprises de teck au niveau national et à l'international.

La loi sur les forêts communautaires adoptée par le parlement national en mai 2019 est aujourd'hui en vigueur. Les nouveaux C&I de la GDF et la CdC, qui seront des outils indispensables pour mener un audit de la GDF et commercialiser les produits forestiers par le biais de chaînes d'approvisionnement légales et durables, en faciliteront l'application.

# Priorité stratégique 2: Augmenter la contribution des forêts tropicales aux économies nationales et locales, notamment par le commerce international

L'OIBT reconnaît le potentiel d'expansion et de diversification que présente le commerce de produits obtenus de forêts tropicales en gestion durable s'agissant de contribuer au développement durable. L'Organisation encourage, dans le cadre de dialogues, de partenariats, de l'élaboration de politiques et de projets, les industries qui reposent sur des forêts tropicales durables ainsi que le commerce associé.

## Développement communautaire de plantations de cempaka dans le Sulawesi, en Indonésie

Intitulé du projet	Mise en conservation de l'essence Cempaka (Elmerrillia spp.) par l'aménagement de plantations avec la participation des populations riveraines dans le nord de Sulawesi en Indonésie
Numéro	PD 646/12 Rev.3 (F)
Statut	En cours
Contribution de l'OIBT	435 187 \$EU
Agence d'exécution	Institut de recherche forestière Manado
Donateur	Japon
ODD pertinents	8, 12 et 15

# Priorité stratégique 3: Renforcer la conservation et l'exploitation durable de la biodiversité dans les forêts tropicales productrices de bois d'œuvre

D'une riche biodiversité, les forêts tropicales naturelles jouent aussi un rôle crucial dans l'économie, tant à l'échelon local que national. Or, elles font l'objet d'une pression immense et nécessitent d'être protégées. À travers des projets et l'élaboration de politiques, l'OIBT aide ses pays membres producteurs à mettre en œuvre des stratégies visant à la protection et à la gestion durable de ces ressources vitales.



Une maison traditionnelle en bois de cempaka dans le nord de Sulawesi, en Indonésie, où un projet de l'OIBT aide à créer des plantations de cette essence, permettant ainsi d'alléger la pression sur les forêts indigènes. Photo: Y. Choi/OIBT

Utilisé depuis longtemps dans la construction des habitations traditionnelles du nord de Sulawesi, le bois de cempaka (*Elmerrillia* spp.) fait l'objet d'une demande grandissante, qui soulève quelques inquiétudes sur le plan de la conservation de ces essences. Ce projet œuvre avec des communautés locales pour mettre en place des plantations de cempaka dans le but de: réduire la pression sur les forêts naturelles; contribuer à la gestion durable et à la conservation de ses essences; assurer le futur de l'offre en bois de cempaka; et améliorer les moyens d'existence au niveau local.

À ce jour, le projet a permis de dispenser des formations à la récolte, à l'entreposage et à la germination de semences de cempaka. Des pépinières ont ainsi été créées dans trois villages, qui produisent environ 25 000 plants (en décembre 2019) destinés à être utilisés dans les plantations communautaires. La mise en place d'un site de démonstration de 18 hectares réservé à la formation et la recherche est en cours.

### Conservation de la biodiversité des forêts sacrées au Bénin

Intitulé du projet	Restauration et gestion durable des forêts sacrées des sites Ramsar 1017 et 1018 au Bénin
Numéro	PD 754/14 Rev.2 (F)
Statut	En cours
Contribution de l'OIBT	541 031 \$EU
Agence d'exécution	Cercle pour la Sauvegarde des Ressources Naturelles
Donateur	Japon
ODD pertinents	1, 11, 13 et 15

Une forêt sacrée est une forêt qu'entretiennent des communautés riveraines pour des raisons religieuses. Si elles peuvent être de petite taille, elles abritent souvent une riche biodiversité et jouent des rôles importants du point de vue écologique, culturel et spirituel. On dénombre au Bénin au moins 2 940 forêts sacrées couvrant une superficie de 18 360 hectares au total. Nombre d'entre elles sont toutefois dégradées sous l'effet de leur exploitation anarchique, de leur conversion à l'agriculture, des pressions urbaines, de la forte demande en bois de feu, de la pauvreté rurale et de la disparition des croyances religieuses.

Dans le cadre de ce projet, 42 forêts sacrées ont été juridiquement reconnues et délimitées, et des plans simples de gestion ont été élaborés pour permettre aux communautés forestières de mieux gérer leurs ressources naturelles. Plus de 150 hectares de forêts sacrées ont été enrichis au moyen de plants d'essences précieuses (inscrites pour certaines sous la catégorie «vulnérables» de la Liste rouge des espèces menacées de l'Union internationale pour la conservation de la nature) telles l'acajou d'Afrique (Khaya senegalensis), l'iroko (Milicia excelsa), le limba (Terminalia superba), l'ayous (Triplochiton scleroxylon) ou le baobab (Adansonia digitata). Ces arbres offrent un habitat à des espèces animales rares, dont certaines sont inscrites à l'annexe II à la CITES.

Des activités de sensibilisation des communautés riveraines ont permis de réintroduire dans huit forêts sacrées plus de 1 100 spécimens d'espèces fauniques, dont le python royal (*Python regius*), considéré être une divinité; le varan des savanes et le varan du Nil (*Varanus exanthematicus* et *Varanus niloticus*); des chameléons (*Chamaeleo gracilis* et *Chamaeleo senegalensis*); et des galagos (*Galago* spp.). D'autres espèces, comme le hocheur à ventre roux (*Cercopithecus erythrogaster*), sont réapparues dans certaines forêts sacrées restaurées.

«La reconnaissance juridique des forêts sacrées qui a découlé de la mise en œuvre de ce projet a tenu compte de nos croyances traditionnelles, ce qui a permis d'infléchir l'influence de religions importées qui discréditent nos pratiques ancestrales. Ce caractère sacré, qui était si craint et respecté du temps de nos ancêtres, renaît. Nous sommes fiers d'organiser des fêtes et événements culturels sur des sites dédiés à cet effet dans les forêts. Tout ceci contribue à la renaissance et à la promotion de notre identité culturelle.» **Tchannoukin Sozehoue**, responsable des affaires culturelles au sein du Comité local de gestion de la forêt sacrée d'Houinyehoueve

Les populations riveraines ont bien accueilli la restauration de leurs forêts sacrées parce qu'elle a augmenté les valeurs biologiques, culturelles et spirituelles de celles-ci. Elles ont aussi bénéficié d'activités génératrices de revenus introduites dans le cadre du projet, dont l'agroforesterie; l'apiculture; l'élevage de chèvres, de porcs, de volailles et de lapins; la pisciculture; et la production et le commerce de produits forestiers non ligneux. Pour aider à répondre aux besoins des populations riveraines en bois d'œuvre et en énergie bois, certaines surfaces des zones tampons des forêts sacrées ont été plantées de teck (*Tectona grandis*), d'acacia (*Acacia auriculiformis*) et autres essences exotiques.

Suite à l'amélioration de leurs moyens d'existence, les populations locales ont moins besoin d'empiéter sur les forêts sacrées.



#### Sauvegarde des mangroves du Guatemala

Intitulé du projet	Renforcement de la gouvernance et de la gestion durable des écosytèmes de mangrove au Guatemala comme mesure d'adaptation au changement climatique
Numéro	RED-SPD 079/12 Rev.1 (F)
Statut	En cours
Contribution de l'OIBT	USD 146 750
Agence d'exécution	Institut national des forêts du Guatemala
Financement	Programme thématique REDDES
ODD pertinents	1, 11, 13, 14, 15 et 16

Les écosystèmes de mangrove revêtent pour les régions côtières une importance vitale dans la mesure où ils procurent de nombreux services écosystémiques et sont un vivier de moyens d'existence. Le Guatemala recèle ainsi plus de 25 000 hectares de mangroves, dont la ressource s'est toutefois considérablement dégradée sous l'effet des changements d'affectations des sols et de l'exploitation illégale. Afin d'y remédier, le projet a formulé une stratégie nationale de conservation et de gestion durable des écosystèmes de la mangrove. En retour, cette stratégie a débouché en 2019 sur une réglementation nationale de la gestion durable des mangroves. Le projet a par ailleurs renforcé les capacités locales en matière de conservation, de remise en état et d'usage durable de la mangrove dans quatre secteurs pilotes couvrant une surface de 532 hectares et 13 communautés riveraines. Grâce au projet, ces secteurs pilotes sont aujourd'hui gérés dans le cadre de plans de gestion durable.

## Promouvoir la conservation des essences indigènes de Sumatra

Intitulé du projet	Promotion de la conservation d'essences indigènes nobles sélectionnées de Sumatra (Indonésie)
Numéro	PD 710/13 Rev.1 (F)
Statut	Achevé
Contribution de l'OIBT	479 976 \$EU
Agence d'exécution	Institut de recherche forestière, Agence de recherche- développement sur la foresterie et l'environnement, Ministère de l'environnement et de la foresterie
Donateur	Japon
ODD pertinents	13 et 15



Cet écosystème de mangrove à Iztapa, dans l'Escuintla, au Guatemala, est restauré dans le cadre d'un projet de l'OIBT. Photo: A. Lopez

Sumatra – la plus vaste île d'Indonésie – recèle une biodiversité abondante, dont plusieurs espèces de plantes indigènes. La surexploitation, les incursions et les activités illicites menacent toutefois d'extinction deux essences indigènes de haute valeur, l'if d'Indonésie (*Taxus sumatrana*) et le merbau de Sumatra (*Intsia palembanica*). D'autres essences marchandes précieuses, comme le kulim (*Scorodocarpus borneensis*), l'andalas (*Morus macroura*) ou le giam (*Cotylelobium melanoxylon*), ont aussi été exploitées de manière excessive et illégale durant des décennies.

Dans le but d'enrayer ces tendances, ce projet a encouragé la conservation d'essences indigènes précieuses par la régénération assistée, de meilleurs contrôles de la récolte et un travail de sensibilisation. Le projet a permis de mettre à jour les informations sur le statut de protection, la biologie, l'écologie et la répartition des essences, et de recueillir des données sur les communautés tributaires des forêts

Des plantations de conservation ont été créées afin de disposer de viviers génétiques pour les essences concernées. Par ailleurs, des ateliers, la publication d'articles scientifiques, des réunions techniques et autres activités de communication ont permis de sensibiliser à leur conservation et à leur utilisation durable.



Des agents du projet recueillent des données de terrain sur la situation de la conservation du giam (Cotylelobium melanoxylon) à Sumatra, en Indonésie. Photo: FORDIA

## Priorité stratégique 4: Freiner le déboisement et la dégradation des forêts dans le monde tropical et valoriser l'apport des services écosystémiques

De vastes surfaces de forêt tropicale ont été dégradées ou ont disparu, entraînant la perte de services écosystémiques. L'OIBT aide ses membres à restaurer leurs forêts dans le but d'accroître les services écosystémiques que celles-ci procurent et de créer de nouvelles sources de revenus et de l'emploi pour les populations, les entreprises et les États.

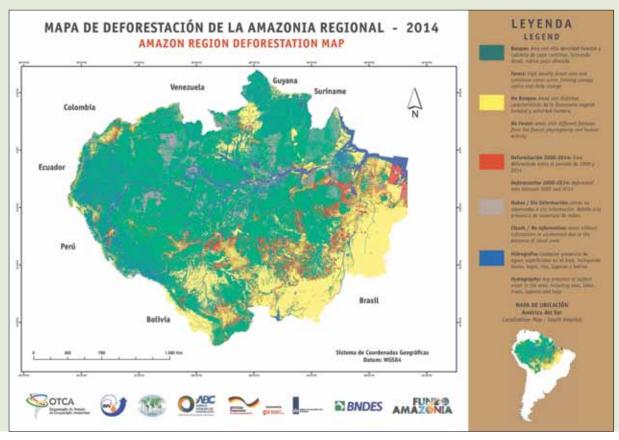
## Suivi de la déforestation, de l'exploitation forestière et des changements d'affectations des sols dans la forêt amazonienne

Intitulé du projet	Suivi de la déforestation, de l'exploitation forestière et des changements d'affectations des sols dans la forêt panamazonienne — PANAMAZON II		
Numéro	RED-PD 029/09 Rev.1		
Statut	Achevé		
Contribution de l'OIBT	1 124 784 \$EU		
Agence d'exécution	Agence du Traité de coopération amazonienne		
Financement	Programme thématique REDDES		
ODD pertinents	13, 15, 16 et 17		

Dans huit pays répartis à travers l'Amazonie – Brésil, Bolivie, Colombie, Équateur, Guyana, Pérou, Suriname et Venezuela – , ce projet a permis de renforcer les capacités, d'assurer l'accès aux technologies et d'établir des bases d'observation en vue de procéder au suivi du couvert forestier. Il a renforcé les plateformes existantes et la coordination régionale entre les institutions nationales chargées de recueillir des données pour alimenter la prise de décisions en matière de déforestation et de changement des affectations des sols.

Dans les pays participants, le projet a aidé à élaborer des plans nationaux de suivi tout en contribuant à harmoniser et à normaliser les capacités institutionnelles servant à évaluer les changements d'affectations des sols. L'interaction entre les huit pays en matière de suivi du couvert forestier s'est en conséquence nettement améliorée, permettant ainsi d'améliorer la coordination et d'amplifier le partage des connaissances et le transfert de technologie.

Les activités initiées dans le cadre de ce projet se poursuivent grâce à un financement supplémentaire de la Banque brésilienne de développement.



Cette carte régionale de la déforestation en Amazonie a été réalisée dans le cadre du projet. Image: Organisation du Traité de coopération amazonienne

#### Faire avancer le processus de la REDD+ au Ghana

Intitulé du projet	Faire avancer la REDD+ au Ghana: préparation de dispositifs pilotes de la REDD+ dans des forêts et agro-forêts hors réserves
Numéro	RED-PD 093/12 Rev.3 (F)
Statut	Achevé
Contribution de l'OIBT	297 205 \$EU
Agence d'exécution	Secrétariat national ghanéen de la REDD+
Donateur	Programme thématique REDDES
ODD pertinents	1, 11, 13 et 15

Ce projet a donné lieu à la préparation d'un guide (décrivant les critères et modalités) d'élaboration et de mise en œuvre de programmes REDD+ au Ghana et à des formations sur son emploi destinées aux autorités, au secteur privé et aux communautés locales. Il a par ailleurs contribué à l'élaboration d'un cadre de mise en œuvre du processus de la REDD+, de l'échelon national à local, y compris pour des dispositifs de production en agriculture et dans des forêts secondaires qui prévoient des pratiques intelligentes en matière de climat.

# Restauration du bassin du Chimbo, amélioration des moyens d'existence et autonomisation des femmes

Intitulé du projet	Gestion durable des forêts du bassin du Chimbo en Équateur: diversification et amélioration des moyens d'existence des groupes sociaux vulnérables, en particulier les femmes, établis dans ce secteur		
Numéro	PD 751/14 Rev.3 (M)		
Statut	Achevé		
Contribution de l'OIBT	130 000 \$EU		
Agence d'exécution	Sendas		
Donateur	États-Unis d'Amérique		
ODD pertinents	5 et 15		

Les activités menées dans le cadre de ce projet ont aidé à reboiser et à restaurer le bassin du Chimbo en Équateur. Outre le fait que les forêts de ce bassin réduisent les conséquences des glissements de terrain et des inondations sur les populations et l'environnement, celles par exemple que provoquent les épisodes de précipitations dus à *El Niño*, elles sont aussi vitales pour assurer que les communautés en aval continuent d'être alimentées en eau potable saine.



Lourdes Tenorio (à d.) et une autre riveraine examinent un plant dans la pépinière Las teresas, qui a été créée dans le cadre d'un projet de l'OIBT. Photo: R. Idrovo/InWay

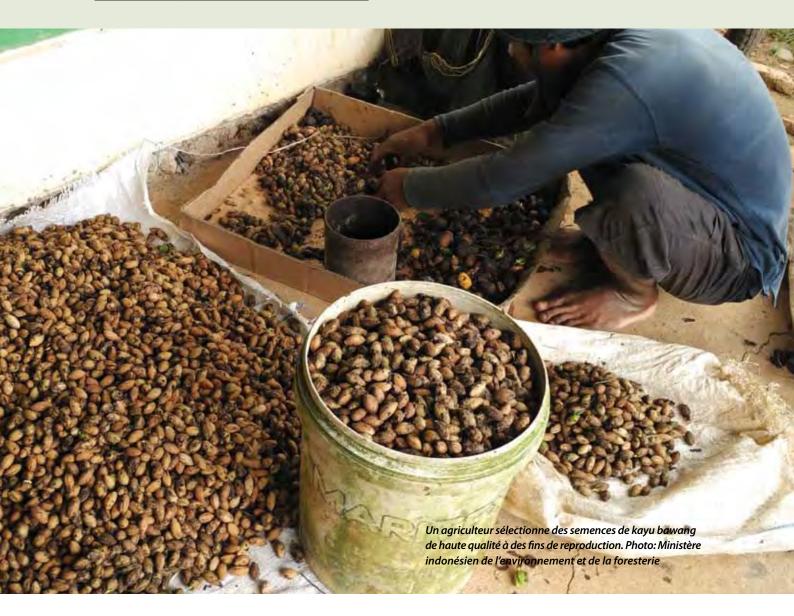
Dans le bassin du Chimbo, c'est souvent aux femmes qu'il incombe de gérer les activités agricoles et villageoises lorsque les hommes se sont exilés à Guayaquil ou à Quito pendant des périodes prolongées pour y travailler. Ce projet a, entre autres, permis aux femmes des provinces de Guayas et de Chimborazo de créer des pépinières forestières, qu'elles gèrent aujourd'hui dans le cadre d'un plan de production, de commercialisation, de formation et de sensibilisation mis au point par le projet. Les communautés riveraines du bassin ont reçu une formation à l'agroforesterie qui leur a permis d'accroître leur production de cultures marchandes. Le projet a accordé une grande place aux activités relatives à l'équité entre les sexes et à la création de revenus, aidant ainsi à mieux prendre conscience du rôle des femmes dans la gestion des ressources naturelles et à rendre les femmes de cette région plus confiantes en elles.

«Nous sommes aujourd'hui libres de prendre des décisions au sujet de certaines choses. On ne peut pas sans arrêt demander de l'argent à nos maris pour ceci ou cela. Maintenant, nous avons nos propres revenus que nous sommes libres d'utiliser comme bon nous semble.» **Lourdes Tenorio**, pépinière Las Teresas, dans le bassin du Chimbo

## Adhésion des communautés à la restauration des forêts dans la province de Bengkulu, en Indonésie

Intitulé du projet	Amélioration des fonctions de la forêt dans la province de Bengkulu par la participation des communautés à la réhabilitation des forêts dégradées ayant recours à des produits de base locaux prospectifs (Indonésie)
Numéro	PD 477/07 Rev.4 (F)
Statut	Achevé
Contribution de l'OIBT	338 256 \$EU
Agence d'exécution	Département du contrôle des bassins versants et de la protection des forêts, Ministère indonésien de l'environnement et de la foresterie
Donateurs	Japon
ODD pertinents	1, 13 et 15

Ce projet a aidé, dans la province de Bengkulu, à restaurer des forêts et à améliorer les moyens d'existence locaux en ayant recours à une approche participative pour créer des plantations d'essences locales productrices de produits forestiers ligneux ou non ligneux. Il a entre autres permis d'établir une pépinière communautaire et trois parcelles de démonstration (dans les districts de Seluma et de Bengkulu-Nord) pour la production et la plantation de matériel de plantation de haute qualité d'Azadirachta excelsa (kayu bawang), ce afin d'aider à répondre à la demande future en bois. Dans ces parcelles de démonstration sont également cultivées des espèces de Durio (bentara durian), un fruit vendu à prix cher sur le marché, dont les communautés tirent rapidement des retours financiers. Par des formations pratiques, des ateliers et la publication de directives techniques, le projet a renforcé les capacités des communautés riveraines à reproduire et à planter ces espèces. En outre, les communautés locales ont lancé une activité d'écotourisme ciblant les amateurs de durians, qui peuvent aujourd'hui visiter les plantations et les villages.



#### Priorité stratégique 5: Améliorer la qualité et la disponibilité des informations sur les forêts tropicales, les marchés et le commerce des produits forestiers

Consciente du fait que l'expansion et la diversification du commerce de produits provenant de forêts tropicales en gestion durable peuvent contribuer de manière substantielle au développement durable, l'OIBT œuvre afin d'améliorer l'information sur le marché et d'accroître la transparence des marchés internationaux du bois.

#### Amélioration des statistiques forestières en Côte d'Ivoire

Intitulé du projet	Mise en œuvre opérationnelle du système national d'information pour la gestion durable des ressources forestières en Côte d'Ivoire
Numéro	PD 692/13 Rev.1 (M)
Statut	Achevé
Contribution de l'OIBT	290 541 \$EU
Agence d'exécution	Ministère de l'environnement, des eaux et des forêts
Donateur	Japon, États-Unis d'Amérique
ODD pertinents	12, 13 et 15

Avant ce projet, le fait que les données forestières en Côte d'Ivoire n'étaient pas informatisées réduisait l'effectivité et l'efficience du processus décisionnel et de l'application de la loi en matière forestière. En outre, cela limitait la capacité à partager les données entre les centres de recueil, ce qui donnait lieu à des écarts significatifs et à un manque de cohérence au niveau des données nationales.

En permettant d'introduire un système informatisé dans 12 centres de recueil de données à travers le pays et de les interconnecter via Internet, ce projet a permis de combler le manque d'infrastructures adaptées. Il a en outre produit un manuel de recueil de données et renforcé le Système de gestion intégrée des activités forestières en vue de son développement ultérieur en un système de statistiques.

### Priorité stratégique 6: Renforcer et développer les ressources humaines affectables à la mise en œuvre de la GDF et intensifier le commerce des biens et services forestiers obtenus de forêts en gestion pérenne

L'OIBT accorde une place importante au fait de permettre aux communautés et aux industries locales d'utiliser leurs ressources forestières de manière durable. Travailler en étroite collaboration avec les populations locales et renforcer leur capacité à s'impliquer dans des activités commerciales forestières et à participer au processus décisionnel contribue à assurer la pérennisation des projets et activités de l'OIBT une fois qu'ils sont officiellement achevés. Il est également crucial de travailler avec l'industrie pour assurer la GDF, l'efficacité de la transformation du bois et la durabilité dans le commerce international.

## Renforcement de la formation forestière dans le bassin du Congo

Intitulé du projet	Renforcement des capacités des membres du réseau des institutions de formation forestière et environnementale d'Afrique centrale (RIFFEAC) pour la formation en gestion durable des concessions forestières
Numéro	PD 456/07 Rev.4 (F)
Statut	Achevé
Contribution de l'OIBT	3 890 681 \$EU
Agence d'exécution	RIFFEAC
Donateurs	Belgique, Japon et Suisse
ODD pertinents	4, 8, 9, 13, 15 et 17

Le bassin du Congo souffre d'une pénurie de personnel qualifié nécessaire pour y assurer la GDF tandis que, dans la sous-région, les établissements d'enseignement forestier manquent de moyens adéquats pour enseigner. Dans le but de remédier à cette pénurie et de surmonter ces défis, un projet de l'OIBT d'échelle infrarégionale a été mis en œuvre par le Réseau des institutions de formation forestière et environnementale en Afrique centrale (RIFFEAC) sous les auspices de la Commission des forêts d'Afrique centrale.

Le projet a ainsi permis de renforcer la capacité des établissements de formation forestière et environnementale d'Afrique centrale à doter leurs étudiants des connaissances, compétences et qualifications nécessaires pour mettre en œuvre la GDF dans les concessions forestières. À son issue, le projet avait élaboré six modules de formation harmonisés, formé 300 formateurs et équipé sept établissements de formation de la sous-région (tableau 1)

Tableau 1: Établissements membres du RIFFEAC directement impliqués dans le projet infrarégional

Établissements bénéficiaires	Pays
Faculté d'agronomie et des sciences agricoles (FASA), Université de Dschang	Cameroun
École nationale des eaux et forêts de Mbalmayo (ENEF)	Cameroun
Centre régional d'enseignement spécialisé en agriculture (CRESA)	Cameroun
École nationale des eaux et forêts (ENEF)	Gabon
École nationale supérieure d'agronomie et de foresterie (ENSAF)	Congo
Institut supérieur du développement rural (ISDR)	République centrafricaine
École régionale postuniversitaire d'aménagement et de gestion intégrés des forêts et territoires tropicaux (ERAIFT)	République démocratique du Congo

d'infrastructures essentielles de type salles de classe, laboratoires, véhicules, ordinateurs et matériel forestier. Les infrastructures et véhicules ainsi fournis ont sensiblement amélioré l'environnement pédagogique et permis aux étudiants et au personnel de se rendre sur le terrain pour des formations pratiques.

Suite à ce projet, le vivier de diplômés ayant les compétences requises pour mettre en œuvre la GDF et conserver la biodiversité s'est notablement enrichi, et cela devrait continuer au fur et à mesure de l'intensification des programmes. Ces jeunes professionnels fraîchement diplômés aident aujourd'hui à pourvoir les besoins en effectifs des administrations, entreprises, organisations non gouvernementales et cabinets de consultants. Les sept établissements de formation sont aujourd'hui mieux armés pour répondre à l'impératif de renforcer les compétences professionnelles en matière de GDF et de conservation de la biodiversité dans le bassin du Congo.



Des étudiants de l'ERAIFT en République démocratique du Congo visitent un atelier d'affûtage d'outils dans le cadre de leur cursus. Photo: J.-L. Doucet



«L'appui obtenu (renforcement des capacités des enseignants, matériel roulant, matériel informatique et équipement forestier) à travers l'exécution du projet PD 456/07 Rev.4 (F) a permis à l'ERAIFT de réduire l'écart entre la théorie et la pratique en améliorant ainsi la professionnalisation. Cet équipement a permis à l'ERAIFT de davantage axer les enseignements sur la pratique pour que mes étudiants acquièrent des connaissances sur les méthodes mobilisant des outils quantitatifs (dendrométrie, par exemple) ou pratiques (botanique forestière par exemple).» **Professeur Jean-Pierre Mate Mweru**, Secrétaire académique et responsable de la recherche à l'ERAIFT

«Je suis enseignant à l'ENSAF depuis dix ans. L'acquisition de cet équipement technique fourni par l'OIBT a été d'un grand apport pour nos travaux pratiques et nos activités de recherche. Durant trois ans, j'avais plus fourni des informations aux étudiants que je n'avais réellement assuré leur formation. Je me faisais prêter quelques instruments par des professionnels, mais leur nombre et leur disponibilité ne permettaient pas à tous les étudiants de les manipuler longtemps. Aujourd'hui, les étudiants peuvent s'en servir plus longtemps et réaliser des relevés qui sont ensuite commentés ensemble.» Ayessa Leckoundzou, maître-assistant à l'ENSAF

«Au cours des travaux de terrain pour la collecte de données, j'ai emporté avec moi et utilisé le matériel de l'école fourni par l'OIBT, notamment le GPS, le compas forestier, le ruban dendrométrique et le clinomètre Suunto. Cette disponibilité du matériel m'a rendu autonome et m'a permis de travailler en toute quiétude.» Saint Fédriche Ndzaï, doctorant à l'ENSAF





## Revue et évaluation de la situation mondiale des bois

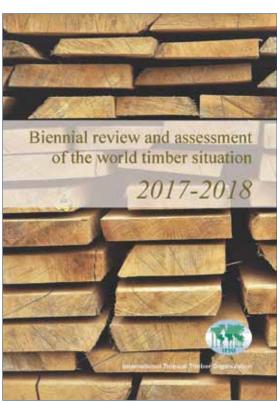
L'OIBT a publié en 2019 la *Revue et évaluation de la situation mondiale des bois 2017-2018*, un ouvrage qui apporte des éclairages sur les récentes tendances à l'œuvre dans le secteur mondial du bois et les marchés connexes, y compris sur la production et le commerce des produits bois de transformation primaire et secondaire. Cette édition 2019 de la *Revue* comporte également une analyse complète de l'offre et de la demande en bois au Japon, qui inclut les tendances et perspectives futures des bois des mers du Sud.

Les données de la *Revue* 2019 ont été ajoutées à la base de données statistiques de l'OIBT, l'actualisant ainsi pour la période 1990-2018. Cette base de données est un outil important pour analyser les tendances de long terme dans le commerce des bois tropicaux et des produits bois tropicaux primaires (bois ronds industriels, sciages, placages et contreplaqués) et les évolutions majeures dans la production de bois et sa transformation plus poussée.

La base de données statistiques en ligne de l'OIBT est consultable sur: www.itto.int/fr/biennal\_review

#### Suivi de la certification des forêts

Lors de sa session annuelle en 2019, le Comité de l'économie, des statistiques et des marchés a examiné l'avancement de la certification des forêts et du bois (jusqu'en 2018). La superficie totale de forêts certifiées



La Revue et évaluation de la situation mondiale des bois est disponible sur: www.itto.int/fr/annual review



Un ouvrier peint une chaise en bois dans une usine située à Da Nang, au Viet Nam. Photo: J.-C. Claudon

dans les pays producteurs de l'OIBT était de 51,4 millions d'hectares en 2018, soit 10 pour cent de la surface mondiale de forêt certifiée (505 millions d'hectares). Au total, 3 654 certificats de chaîne de contrôle étaient en vigueur dans les pays producteurs membres de l'OIBT, ce qui représente 7,7 pour cent de leur nombre total dans le monde.

## Accès des bois et produits dérivés tropicaux au marché

Lors de sa session annuelle en 2019, le Comité de l'économie, des statistiques et des marchés a examiné la situation de l'accès des bois et produits dérivés tropicaux au marché. Quatre instruments législatifs – le Règlement sur le bois de l'UE, les amendements à la loi Lacey aux États-Unis et la loi sur le bois propre au Japon –, qui ont pour objet de réglementer l'introduction des bois sur ces marchés, étaient en vigueur en 2019. Le Comité a observé que, à l'avenir, il conviendrait de s'intéresser également aux développements ayant trait à l'accès au marché en République de Corée et au Viet Nam.

## Appui à la mise en œuvre de la loi japonaise sur le bois propre

Un séminaire co-organisé par l'OIBT et l'Institut des stratégies environnementales mondiales s'est tenu à Tokyo, au Japon, en mars 2019 afin de donner des informations sur les cadres législatifs de la production et du commerce du bois dans cinq pays producteurs de bois tropicaux. Le but était d'appuyer la mise en œuvre de la loi japonaise sur le bois propre qui, adoptée en 2016, est entrée en vigueur en 2017.

Divers rapports portant sur le Brésil, l'Équateur, la République démocratique populaire lao, les Philippines et la Thaïlande passent en revue le secteur forestier de chacun de ces pays ainsi que les lois et réglementations qui y régissent la récolte, le transport, la transformation, l'importation et l'exportation de bois. Y sont également recensés les risques liés à la légalité ainsi que les moyens susceptibles de les atténuer.

Les rapports sont disponibles sur le site web de l'OIBT (www.itto.int/fr/news/seminar\_supports\_implementation\_of\_japan\_s\_clean\_wood\_act) et sur le site web du Bois propre (www.rinya.maff.go.jp/j/riyou/goho/index.html)

## Suivi indépendant du marché des bois porteurs d'une autorisation FLEGT

Le mécanisme de Surveillance indépendante du marché (SIM) a été créé dans le cadre d'un projet de l'OIBT financé par l'UE afin d'accompagner la mise en œuvre des accords de partenariat volontaire (APV) bilatéraux conclus entre l'UE et des pays fournisseurs de bois, et d'analyser leurs répercussions sur le marché.

Au nombre des travaux conduits en 2019 au titre du Mécanisme SIM figurent des études sur: les politiques d'achat de bois du secteur privé européen; les politiques de passation des marchés publics du bois dans les États membres de l'UE; la promotion du bois dans l'UE et le FLEGT; les perceptions et expériences des architectes concernant le régime d'autorisation FLEGT; et les incidences du FLEGT sur l'investissement dans le secteur forestier.

Les études sont disponibles sur: www.flegtimm.eu/index.php/reports/special-studies

#### Rapport sur le marché des bois tropicaux

L'OIBT a publié en 2019 vingt-trois numéros du *Tropical Timber Market Report*, un bulletin qui suit l'actualité mondiale du marché des bois tropicaux et du commerce associé, et fait le point sur les tendances et l'information en la matière.

Le Tropical Timber Market Report est disponible (sur inscription gratuite) sur: www.itto.int/market\_information\_service

## Accroître la capacité en matière de statistiques sur les produits forestiers

Un atelier organisé en avril 2019 par l'OIBT, la FAO et des organismes nationaux au Viet Nam a aidé à accroître la capacité nationale à produire et à communiquer des statistiques sur les produits forestiers. Le Viet Nam est l'un des premiers importateurs de produits bois primaires (tropicaux et non tropicaux) doublé d'un grand exportateur de meubles en bois. Il a besoin de données fiables pour élaborer des politiques efficaces et attirer des investissements étrangers tandis que, dans le même temps, la communauté internationale nécessite des informations fiables sur le secteur forestier vietnamien.

Pour en savoir plus, consulter: www.itto.int/fr/news/ itto\_and\_fao\_collaborate\_to\_help\_build\_statistics\_ capacity\_in\_viet\_nam

#### Semaine de la foresterie en Asie-Pacifique: Promouvoir le commerce responsable et les marchés connexes

Pour renforcer le recueil, le partage et l'analyse des données sur les bois et produits forestiers non ligneux, les pays de la région Asie-Pacifique doivent veiller à disposer de systèmes robustes et dotés de moyens suffisants, selon les panellistes et participants à une série de manifestations que l'OIBT a co-dirigées au cours de la Semaine de la foresterie en Asie-Pacifique (APFW) qui s'est tenue en 2019 à la mi-juin à Incheon, en République de Corée. Ces manifestations, qui faisaient partie du Volet 4 de l'APFW, intitulé «Promouvoir le commerce responsable et les



Les participants au Volet 4 «Promouvoir le commerce responsable et les marchés connexes» lors de l'APFW-2019. Photo: R. Carrillo/OIBT

marchés connexes»<sup>2</sup>, a exploré les tendances qui se font jour au sein du commerce des produits forestiers et de ses marchés, les actions menées par les pays producteurs pour promouvoir les produits forestiers légaux et durables ainsi que les comportements des consommateurs qui ont des répercussions sur ces dernières dans la région Asie-Pacifique et au-delà. Les participants à ce Volet 4 ont formulé plusieurs préconisations à destination des pays membres de la Commission des forêts pour l'Asie et le Pacifique.

L'OIBT a également organisé un stand durant l'APFW et participé à un atelier destiné aux communicants sur les forêts.

Pour en savoir plus et accéder aux présentations, consulter: www.itto.int/fr/news/good\_data\_systems\_ key\_to\_responsible\_timber\_trade\_say\_experts\_at\_ asia\_pacific\_forestry\_week

# Forum international: Tous ensemble en faveur de la mise en place de chaînes d'approvisionnement mondiales vertes – Une initiative de la filière des produits forestiers

Ce Forum international, qui s'est tenu les 22 et 23 octobre 2019 à Shanghaï, en Chine, a été organisé à l'initiative du secteur privé dans le but de promouvoir des solutions fondées sur la nature dans le contexte des efforts mondiaux qui sont menés pour mettre en œuvre les ODD, ce en faisant avancer la mise en place de chaînes d'approvisionnement légales et durables dans le secteur du bois. En effet, des chaînes d'approvisionnement de ce type seront une incitation à adopter une production forestière et des pratiques d'achat responsables et apporteront, parallèlement, des avantages additionnels en termes de réduction de la pauvreté, de création d'emplois en milieu rural et urbain, de croissance économique, de création de revenus et d'atténuation substantielle des changements climatiques.

Il a ouvert le premier dialogue mondial sur les moyens d'améliorer le respect de la légalité et des pratiques durables dans les chaînes d'approvisionnement en bois tropicaux. Plus de 350 personnes y ont assisté, au nombre desquels des représentants de gouvernements, de grands acteurs de la filière et du commerce des bois tropicaux ainsi que des organisations internationales et des organisations de la société civile.

2 Pour le Volet 4 de l'APFW, l'OIBT a travaillé en partenariat avec les organisations suivantes: l'Instrument FLEGT (application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux) de l'Institut européen des forêts (EFI); le Programme FLEGT de la FAO-UE; Forest Trends; le Réseau international du bambou et du rotin (INBAR); le Programme d'échange sur les produits forestiers non ligneux (NTFP-EP); et l'Institut des ressources mondiales (WRI). Les manifestations partenaires du Volet 4 ont été organisées par: le Département des forêts du Sarawak; le Conseil de bonne gestion forestière (FSC); le Réseau mondial de traçabilité des bois (GTTN); le Service coréen des forêts; le Centre de coopération Corée–Mékong sur les forêts; le NTFP-EP; le Programme de reconnaissance des dispositifs de certification forestière (PEFC); et le Département royal thaïlandais des forêts.



Une table ronde durant le Forum international: Tous ensemble en faveur de chaînes d'approvisionnement mondiales vertes. Photo: CTWPDA

Ce Forum est l'un des fruits du Programme de l'OIBT relatif aux chaînes d'approvisionnement légales et durables, qui bénéficie du concours financier du Ministère fédéral allemand de l'alimentation et de l'agriculture (BMEL) (au tableau 2 sont répertoriées les diverses activités du Programme qu'a financées le BMEL en 2019). Il a été coorganisé par l'OIBT, l'Association chinoise de la distribution de bois et produits dérivés (CTWPDA), le Centre du commerce international des produits forestiers (CINFT) rattaché à l'Administration nationale chinoise des forêts et des prairies (NFGA) et l'Association technique internationale des bois tropicaux (ATIBT). Il a également bénéficié du concours du Secrétariat des chaînes d'approvisionnement mondiales vertes (GGSC), de la Fondation chinoise pour le carbone vert (CGCF), du Programme de promotion de l'exploitation certifiée des forêts (PPECF), du Comité subsidiaire de la CTWPDA en charge des bois durs et de l'Association du commerce du bois de Shanghaï (STTA).

Le Forum s'est tenu durant deux journées qui ont été consacrées à des discussions intensives en plénière, à une visite de fabriques de revêtements de sol en bois à Huzhou, en Chine, ainsi qu'à d'autres activités. Les participants au Forum ont discuté des aspects suivants: la manière de tirer parti de la filière bois pour atténuer le changement climatique; l'essor de la demande en produits bois dans le monde; les efforts menés pour assurer le caractère légal et durable des chaînes d'approvisionnement mondiales du bois; et la manière de faire avancer la mise en place de chaînes d'approvisionnement mondiales vertes.

L'un des résultats essentiels du Forum a été la création d'un Réseau des chaînes d'approvisionnement mondiales vertes qui, en partageant les savoir-faire et en valorisant les entreprises et la coopération technique, favorisera une collaboration et un échange d'informations plus étroits entre tous les partenaires des chaînes d'approvisionnement mondiales. Le Réseau des chaînes d'approvisionnement mondiales vertes est ouvert, à titre volontaire, à tous les opérateurs de chaînes d'approvisionnement et acteurs connexes que cela intéresse.

#### Tableau 2: Activités du Programme relatif aux chaînes d'approvisionnement légales et durables financé par le BMEL incluses dans le présent Rapport annuel

Incitations à opérer des investissements dans des chaînes de valeur génératrices de croissance verte liées aux forêts tropicales

Appui à la création et à l'exploitation de la plateforme mondiale des chaînes d'approvisionnement légales et durables (y compris le Forum international)

Promouvoir la restauration des paysages forestiers par le biais des petits exploitants en Afrique de l'Ouest

Développement de programmes de formation sur les chaînes d'approvisionnement légales et durables (LSSC) destinés aux pays d'Afrique centrale

Pour télécharger le rapport et les présentations du Forum, consulter: www.itto.int/fr/news/ international\_forum\_creates\_network\_to\_ encourage\_global\_green\_timber\_supply\_chains

#### Mission de cadrage en Afrique sur les chaînes d'approvisionnement légales et durables

L'OIBT a organisé en février-mars 2019 une mission au Cameroun, au Congo et au Gabon dans le but de mieux comprendre les actions qui sont requises pour que les opérations forestières en Afrique soient conformes aux exigences des marchés en matière de légalité en Chine et en Europe. Cette mission, qui a reçu l'appui de l'OIBT et de l'Agence allemande de coopération internationale (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, GIZ), était composée de membres du Secrétariat des chaînes d'approvisionnement mondiales vertes, de l'ATIBT, d'entrepreneurs chinois et européens, ainsi que de membres des personnels de la GIZ et de l'OIBT. Les participants ont pu rencontrer des représentants d'organismes gouvernementaux, d'associations forestières et du secteur privé ainsi que des représentants de la société civile des trois pays.

## Formation aux chaînes d'approvisionnement légales et durables

L'Atelier de formation sur les chaînes d'approvisionnement mondiales vertes en produits forestiers et l'investissement et le commerce des bois tropicaux entre la Chine et les pays lusophones s'est tenu en Chine, dans la Région administrative spéciale de Macao, du 17 au 30 novembre 2019.

Il avait pour but de: créer des cadres institutionnels pour promouvoir les chaînes d'approvisionnement légales et durables du bois; renforcer les capacités et compétences commerciales des acteurs qui opèrent sur ces chaînes; promouvoir le commerce international des bois et produits dérivés tropicaux issus de sources légales et durables; et favoriser la collaboration entre les pays participants. Cet Atelier était co-organisé par le Secrétariat permanent du Forum Chine-pays lusophones et l'OIBT, avec l'appui du Secrétariat des chaînes d'approvisionnement mondiales vertes et de l'Université de Macao<sup>3</sup>.

Cet Atelier a porté sur l'atténuation du changement climatique et les développements dans le secteur forestier; la gestion durable des forêts; les opérations dans les chaînes d'approvisionnement en produits forestiers; les méthodes et technologies relatives aux divers maillons des chaînes d'approvisionnement légales et durables; et les tendances et développements au niveau des chaînes d'approvisionnement à l'échelon mondial. Y ont assisté 23 participants, dont des responsables forestiers et représentants d'associations et entreprises de la filière en Angola, en Équateur, au Ghana, en Guinée-Bissau, en Indonésie, en Malaisie, au Mozambique, au Portugal et à Sao-Tomé-et-Principe.

#### Incitations à opérer des investissements dans des chaînes de valeur génératrices de croissance verte liées aux forêts tropicales

L'OIBT a démarré dans le cadre de son Programme de travail biennal de l'année 2019 cette activité qui a pour but d'analyser et de promouvoir des incitations d'ordre fiscal ou non en vue d'accroître les investissements dans la gestion durable des forêts, la production forestière et les chaînes d'approvisionnement légales et durables. Ces travaux, qui font appel à des études de cas menées dans des pays de l'ensemble du monde tropical et à une étude mondiale sur l'offre et la demande en bois tropicaux à l'horizon 2050, ont pour but d'identifier les déficits auxquels il faudra remédier, y compris par des incitations. Cette étude mondiale évaluera également les conséquences actuelles et potentielles de la pandémie de Covid-19 sur le secteur des bois tropicaux en exploitant, dans la mesure du possible, les données dont l'on dispose. Ces travaux seront parachevés d'ici la fin de 2020 et tirent parti d'une collaboration avec la Banque mondiale sur les incitations à la GDF, qui a débuté en 2018.

Cette activité fait partie du Programme de l'OIBT relatif aux chaînes d'approvisionnement légales et durables.

#### Coopération entre l'OIBT et la CITES

L'OIBT a poursuivi sa collaboration avec la CITES en 2019. Les Secrétariats de l'OIBT et de la CITES ont conjointement organisé en Afrique une réunion régionale du Programme de la CITES sur les espèces arborées à Dar es-Salaam, en République unie de Tanzanie, du 11 au 15 mars 2019. Cette réunion, à laquelle étaient présents une trentaine d'acteurs issus de 12 pays et de plusieurs organisations internationales, avait pour but de renforcer la coopération régionale entre les instances CITES en Afrique. Elle a, entre autres, déterminé des mesures permettant de renforcer les capacités à élaborer et à mettre en œuvre des plans de gestion des espèces arborées inscrites à la CITES.

Le Secrétariat de l'OIBT a contribué des apports sur les propositions de nouvelles inscriptions d'espèces arborées soumises à la CITES en 2019, ainsi que mandaté par le Conseil international des bois tropicaux et la Conférence des Parties (CdP) à la CITES. Le Secrétariat a par ailleurs continué de prêter son concours à ses membres pour appliquer les dispositions de la CITES et a contribué aux discussions de la CdP-18 à la CITES, qui s'est tenue en août 2019. Le Secrétariat de la CITES a assisté à la 55° session du Conseil international des bois tropicaux à Lomé, au Togo, au cours de laquelle le Secrétaire général de la CITES a participé à l'édition inaugurale de la Journée du commerce et des marchés et a eu des discussions constructives avec le Directeur exécutif et le personnel de l'OIBT concernant leur future collaboration.

## Conservation et gestion durable des forêts de teck dans la région du Mékong

En raison de ses qualités physiques et esthétiques, le teck (*Tectona grandis*) est l'une des essences de bois dur les plus précieuses au monde. Or, la production et la transformation du teck présentent, dans la sous-région du grand Mékong (SGM), un énorme potentiel de contribuer aux moyens d'existence des communautés locales et au développement économique en général.

Cette activité, que finance le BMEL, a été lancée lors d'un atelier qui s'est tenu à Bangkok, en Thaïlande, le 23 avril 2019. Elle aide cinq pays de la sous-région – Cambodge, République démocratique populaire lao, Myanmar, Thaïlande et Viet Nam – à: conserver des forêts naturelles de teck qui sont uniques ainsi que leur vivier génétique; accroître les revenus des communautés forestières et des petits exploitants-propriétaires de forêts; améliorer la transformation et la commercialisation du bois; et valoriser la collaboration et la coordination régionales en matière de gestion du teck. L'Atelier a noté que la gestion durable des forêts de teck et la facilitation de chaînes d'approvisionnement légales et durables dans la SGM pouvaient contribuer de manière intéressante aux ODD.

Un second atelier régional organisé en coopération avec l'Organisation asiatique de coopération forestière (AfoCo) a eu lieu au Myanmar en septembre 2019. Il a entre autres formulé des préconisations pour le développement durable du secteur forestier reposant sur le teck.

Pour en savoir plus, consulter: www.itto.int/fr/project/id/PP-A 54-331

<sup>3</sup> Cette activité fait partie du Programme de l'OIBT relatif aux chaînes d'approvisionnement légales et durables.





## Lignes directrices pour la restauration des paysages forestiers

Les paysages forestiers tropicaux ont connu à travers le monde des évolutions sans précédent au cours des trois décennies passées. En effet, des paysages autrefois en grande partie recouverts de forêt dense présentent aujourd'hui de vastes pans de forêts et terres non forestières qui sont aujourd'hui dégradés tandis que les forêts primaires ont diminué en surface et se sont morcelées. Jusqu'à tout récemment, la déforestation était majoritairement liée à l'intensification de l'agriculture itinérante et au développement des pâturages, mais aujourd'hui de puissants acteurs économiques modifient en profondeur les paysages forestiers tropicaux à des fins agroindustrielles, y compris pour l'extraction minière et les infrastructures.

Publiées en 2002, les *Directives de l'OIBT pour la restauration, l'aménagement et la réhabilitation des forêts tropicales dégradées et secondaires* représentaient le premier effort de niveau international visant à fournir des orientations en matière de restauration des forêts tropicales. Dès lors, l'intérêt pour la restauration des paysages forestiers (RPF) s'est considérablement accru au sein de la communauté internationale.

La RPF est un processus visant à rétablir la fonctionnalité écologique et à améliorer le bien-être de l'être humain à l'échelle d'un paysage forestier dégradé et déboisé. Il s'articule autour de trois éléments centraux: 1) la participation; 2) une gestion adaptative; et 3) un cadre cohérent de suivi et d'apprentissage. Dans nombre de lieux, la RPF constitue une démarche nécessaire pour lutter contre les effets du changement climatique, conserver la biodiversité, réduire la pauvreté en milieu rural et assurer la viabilité de la vie terrestre.

Dans le cadre d'une initiative conjointe du Partenariat de collaboration sur les forêts, l'édition 2002 des lignes directrices de l'OIBT a été actualisée et reformulée afin d'adopter un angle élargi à l'échelle du paysage et de les articuler autour des six principes de la RPF mis au point par le Partenariat mondial pour la restauration des paysages forestiers. Ces principes sont enrichis de 32 éléments directeurs qui sont chacun assortis d'actions recommandées pour mettre la RPF en œuvre sur le terrain. Pour donner naissance à ces lignes directrices, le processus a fait appel à des dizaines d'experts et d'acteurs, avec deux réunions du groupe d'experts. Ces lignes directrices, qui vont être publiées en 2020, comportent 18 études de cas dans le monde tropical illustrant comment il est possible de concrétiser la RPF, avec les défis et opportunités qu'elle présente, en particulier pour les populations locales.

#### Restauration des paysages forestiers par le biais des petits exploitants en Afrique de l'Ouest

Dans le cadre de cette activité, six études de cas – au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Libéria, au Ghana, au Mali et au Togo – sont en cours afin d'examiner les problématiques se rapportant aux plantations forestières des petits planteurs, au régime foncier, aux pratiques sylvicoles, au financement préalable des investissements, à la commercialisation du bois et de ses produits dérivés, aux chaînes de valeur, aux politiques et aux dispositions institutionnelles. Le but est de tirer les enseignements des travaux en place sur le terrain en vue de promouvoir les conditions propices à la RPF par le biais des petits exploitants et libérer ainsi son potentiel.



Des plants de plantes médicinales sont distribués à des villageois au Ghana dans le cadre d'un projet de l'OIBT. Photo: S. Sparkler/CSIR-FORIG

Un document de référence, qui contient les résultats préliminaires des six études de cas, a été présenté lors d'un atelier régional sur la promotion de la RPF par les petits exploitants en Afrique de l'Ouest qui s'est tenu à Lomé, au Togo, le 27 novembre 2019. Y ont assisté une cinquantaine de participants émanant de gouvernements, du secteur privé et de la société civile des pays membres de l'OIBT suivants: Bénin, Cameroun, République centrafricaine, Côte d'Ivoire, Congo, République démocratique du Congo, Gabon, Ghana, Libéria, Mali, Madagascar, Mozambique et Togo. Des représentants de partenaires bilatéraux et multilatéraux étaient également présents à cet Atelier.

Cette activité fait partie du Programme de l'OIBT relatif aux chaînes d'approvisionnement légales et durables.



Un étudiant de l'ERAIFT en République démocratique du Congo mesure la circonférence d'un arbre dans le cadre de sa formation sur le terrain. Photo: I. Diansambu/ERAIFT

Pour en savoir plus sur cet atelier régional et télécharger le document de référence, consulter: www.itto.int/fr/ news/workshop\_discusses\_smallholder\_forest\_ landscape\_restoration\_and\_local\_development\_ in\_west\_africa



Ces femmes plantent un arbre dans le cadre d'un effort de restauration des forêts mené en Côte d'Ivoire par l'association de femmes MALEBI au titre d'un projet de l'OIBT. Photo: Afrique Green Side



La Brigade de lutte anti-incendie Manggala Agni combat un incendie de forêt à Rumbai, dans le Riau, en Indonésie. Photo: Direction générale du changement climatique, Ministère indonésien de l'environnement et de la foresterie

### Développement de matériel de formation sur les chaînes d'approvisionnement légales et durables (LSSC) dans le bassin du Congo

Cette activité a pour objectif d'aider à développer les capacités des professionnels et techniciens forestiers de cinq pays du bassin du Congo – Cameroun, République centrafricaine, Congo, République démocratique du Congo et Gabon – concernant les exigences qu'implique la mise en place de chaînes d'approvisionnement légales et durables pour le bois. Elle comprend la préparation de quatre modules de formation spécialisée en coopération avec le RIFFEAC. Ces modules sont actuellement en cours d'élaboration avec la participation de plusieurs établissements de formation de la région, dans la perspective de les lancer durant la seconde moitié de 2020. Les modules sont les suivants: 1) comprendre les chaînes d'approvisionnement sans déforestation; 2) évaluer la légalité et réaliser la reddition de comptes; 3) de la légalité à la durabilité; et 4) marchés et accès aux marchés.

Cette activité fait partie du Programme de l'OIBT relatif aux chaînes d'approvisionnement légales et durables.

## Prévention et gestion des incendies dans les forêts productrices de bois tropicaux

L'OIBT a apporté son appui à la participation de spécialistes des incendies du Ghana, de l'Indonésie, du Panama, du Pérou et du Viet Nam à la septième Conférence internationale sur les feux de végétation qui portait sur le thème «Faire face aux incendies dans un monde en évolution: Réduire la vulnérabilité des populations et des paysages par une gestion intégrée du feu», qui s'est tenue à Campo Grande, au Brésil, en octobre 2019. Dans leur déclaration, les participants à la Conférence ont souligné la nécessité de promouvoir des actions intégrées en matière de gestion des incendies, y compris par une planification plurisectorielle, des connaissances traditionnelles, l'équité entre les sexes et des solutions locales pour assurer la résilience des paysages face aux incendies de végétation.



Un agriculteur et des agents de projet inspectent une surface de terre agricole dégradée à Capoeira, dans le Pará, au Brésil, qui est aujourd'hui en voie de rétablissement après y avoir planté des essences forestières. Cette initiative de restauration a été appuyée par un projet de l'OIBT. Photo: M. Barbosa

## Lignes directrices relatives à la gestion environnementale et sociale

Les Lignes directrices de l'OIBT relatives à la gestion environnementale et sociale, qui ont été adoptées lors de la 55e session du Conseil international des bois tropicaux en novembre 2019, fournissent une procédure systématique à suivre pour intégrer des garanties environnementales et sociales dans le cycle des projets de l'OIBT. Elles s'inspirent de diverses lignes directrices et manuels de l'OIBT pour les enrichir et tirent parti des meilleures pratiques qui sont en en vigueur dans d'autres organes internationaux en vue de prévenir tout effet délétère sur les populations et l'environnement.

La série des lignes directrices de l'OIBT est disponible sur: www.itto.int/fr/guidelines



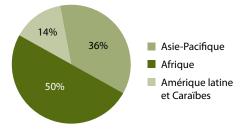


Le Programme de bourses de l'OIBT a pour objectif de promouvoir le développement des ressources humaines et de renforcer les compétences professionnelles en matière de foresterie tropicale et disciplines connexes chez ses pays membres. Depuis sa création en 1989, le Programme a permis à 1 389 jeunes et actifs en milieu de carrière issus d'une cinquantaine de pays de poursuivre des opportunités de développement professionnel et d'améliorer leurs perspectives d'évolution. Le montant des bourses attribuées avoisine 8 millions \$EU au total, le Japon en ayant alimenté 69 pour cent, les États-Unis 17 pour cent, les Pays-Bas 8 pour cent et l'Australie 3 pour cent, tandis que le reliquat est abondé par diverses sources, dont le secteur privé.

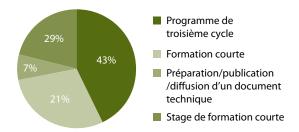
En 2019, sur la base des préconisations de la Commission de sélection réunie lors de la 55° session, le Conseil international des bois tropicaux a attribué à des professionnels issus de huit pays membres producteurs 14 bourses au total, dont le montant total s'est élevé à 97 666 \$EU. Les figures ci-après indiquent la répartition de ces bourses par région, objectif et genre.

Des comptes rendus de travaux réalisés dans le cadre de bourses de l'OIBT sont régulièrement publiés dans Actualités des Forêts Tropicales, consultable sur: www.itto.int/fr/tropical\_forest\_update

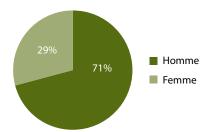
#### Part de bourses de l'OIBT attribuées en 2019, par région



#### Part de bourses de l'OIBT attribuées en 2019, par finalité



#### Part de bourses de l'OIBT attribuées en 2019, par sexe







Divers membres du personnel de l'OIBT ont participé en 2019 à plusieurs conférences et réunions internationales aux fins de communiquer les enjeux de la mission de l'OIBT et de contribuer aux dialogues sur les stratégies relevant du mandat de l'Organisation. Sont présentées ci-après quelques-unes de ces tribunes.

### Discussions mondiales sur les paysages

L'OIBT a participé en 2019 aux sessions du Forum mondial sur les paysages (GLF) tenues à Kyoto, au Japon, et à Bonn, en Allemagne.

Lors de la session de Kyoto en mai, l'OIBT a organisé une table ronde intitulée «Passer des engagements en faveur du climat et des Objectifs de développement durable à l'action sur le terrain: Intensifier la contribution des forêts, l'usage des produits forestiers durables et les affectations des sols résilientes au changement climatique». Les panellistes ont observé que, afin de répondre à l'essor de la consommation de bois pour réaliser les ODD et donner naissance à une bioéconomie circulaire, il était vital d'accroître la production de bois par le biais de chaînes de valeur à caractère durable.

Lors de la session de Bonn en juin, l'OIBT a participé à une discussion sur la restauration des paysages forestiers par les populations autochtones qui fut également l'occasion de développer les contacts.

Pour en savoir plus sur la session du Forum mondial sur les paysages tenue à Kyoto et télécharger les présentations, consulter: www.itto.int/fr/news/ wood\_security\_vital\_for\_sdgs\_says\_panel\_at\_ global\_landscapes\_forum



Les panellistes de la table ronde «Passer des engagements en faveur du climat et des Objectifs de développement durable à l'action sur le terrain: Intensifier la contribution des forêts, l'usage des produits forestiers durables et les affectations des sols résilientes au changement climatique» tenue lors du Forum mondial sur les paysages à Kyoto en mai. Photo: Centre de la recherche forestière internationale

### Forum des Nations Unies sur les forêts

L'OIBT a pris part à une table ronde sur les contributions du Partenariat de collaboration sur les forêts aux OMF qui s'est tenue en mai, durant la 14e session du FNUF à New York, aux États-Unis. L'OIBT y a donné une présentation sur la manière dont les OMF – et les ODD – ont été intégrés aux travaux de l'Organisation. Également durant cette session, l'OIBT a donné une présentation dans le cadre d'une manifestation parallèle consacrée à l'initiative «Du bois durable pour un monde durable» (SW4SW) et a aidé à actualiser le plan de travail du Partenariat de collaboration sur les forêts pour la période 2017-2020.



La Directrice des opérations à l'OIBT, M<sup>me</sup> Sheam Satkuru (2<sup>e</sup> à partir de la d.), donne une présentation sur les contributions de l'Organisation aux OMF lors de la 14<sup>e</sup> session du FNUF. Photo: Bulletin des Négociations de la Terre

# Initiative Du bois durable pour un monde durable

L'objectif de l'initiative SW4SW, qui émane du Partenariat de collaboration sur les forêts sous l'égide de la FAO, est de renforcer les chaînes de valeur du bois à caractère durable, ce de la production jusqu'à la consommation, en vue de valoriser ses bénéfices économiques, sociaux et environnementaux. En 2019, l'OIBT a contribué à la révision du plan de travail de l'initiative SW4SW conduite en avril, présenté les travaux de la SW4SW lors de la 14e session du FNUF et participé, en mai au Cameroun, au dialogue infrarégional sur la SW4SW destiné aux pays africains francophones ainsi qu'à un dialogue similaire à destination de la Chine, qui s'est déroulé à Nanning en novembre. L'OIBT a par ailleurs assisté à un atelier de communication sur la SW4SW organisé au siège de la FAO en décembre.

#### Experts de l'exploitation forestière

L'OIBT a assisté, en qualité de conférencier non membre, aux 15° et 16° réunions, tenues au Chili, du Groupe d'experts de l'APEC sur l'exploitation forestière illicite et le commerce associé (EGILAT-APEC), au cours desquelles l'Organisation a partagé des informations sur la mise en œuvre pilote de son programme relatif aux chaînes d'approvisionnement légales et durables du bois. Au nombre des principaux sujets évoqués au cours de ces réunions figurent l'engagement des petites et moyennes entreprises à promouvoir les bois d'origine légale et le recours à des dispositifs de certification indépendante par un tiers, ou encore les programmes d'identification du bois visant à gagner la confiance du consommateur.

# Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique

L'Agence japonaise des forêts, l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et l'OIBT ont coorganisé le 28 août 2019, à Yokohama, au Japon, en marge de la TICAD-7 une manifestation intitulée «La gestion durable des forêts et les ODD à l'horizon 2030 en Afrique».

En procurant une myriade de produits et services environnementaux, les forêts africaines jouent par leur diversité des rôles essentiels sur le plan des moyens



Des visiteurs au stand de l'OIBT lors du XXV<sup>®</sup> Congrès mondial de l'IUFRO. Photo: R. Carrillo/OIBT

de subsistance et du développement économique. Les panellistes de cette manifestation parallèle ont observé que, en reliant les forêts tropicales aux chaînes d'approvisionnement légales et durables et en restaurant les paysages dégradés, il était possible d'accroître les contributions aux ODD que permet un usage judicieux de la forêt, aussi bien en Afrique qu'ailleurs dans le monde.

Pour en savoir plus et télécharger le discours liminaire ainsi que les présentations, consulter: www.itto.int/fr/news/legal\_sustainable\_tropical\_forest\_supply\_chains\_and\_landscape\_restoration\_can\_help\_achieve\_sdgs\_in\_africa\_says\_panel

Visionner les interviews avec des conférenciers des manifestations parallèles sur: www.youtube.com/user/ittosfm/videos

# Congrès mondial des chercheurs sur les forêts

L'OIBT était un sponsor «bronze» du XXV<sup>e</sup> Congrès mondial de l'IUFRO, qui s'est tenu à Curitiba, au Brésil, en septembre. Des membres du Secrétariat de l'OIBT ont participé aux séances plénières et techniques ainsi qu'à la cérémonie de remise du Prix Wangari Maathai des défenseurs de la forêt, et ont également animé un stand. L'OIBT a organisé la séance «Les chaînes d'approvisionnement mondiales: Un moteur de la gestion durable des forêts en région tropicale», qui a mis en avant l'importance pour le marché d'adopter une démarche fondée sur des chaînes d'approvisionnement en produits forestiers qui soient légales et durables, ce dans le but de promouvoir la GDF, d'accroître le respect des réglementations, d'encourager la bonne gouvernance et d'assurer l'efficience, les meilleures pratiques et la transparence.

Auc côtés du réseau Teaknet, l'OIBT a coorganisé une séance technique intitulée «Vers le développement durable du secteur du teck dans un monde en évolution».

Le stand de l'OIBT a accueilli un flux régulier de visiteurs, dont les délégués de pays membres de l'OIBT, les agences d'exécution de projets financés par l'OIBT, des lauréats d'une bourse de l'OIBT, des responsables d'organisations internationales, des chercheurs et autres participants au Congrès.



M. Dieterle s'exprime durant la manifestation parallèle «Des solutions fondées sur les forêts tropicales pour lutter contre le changement climatique et réaliser les ODD» organisée lors de la CdP-25 à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Photo: K. Tokugawa/Agence japonaise de coopération internationale

Pour en savoir plus et télécharger les présentations de la séance plénière de l'OIBT, consulter: www.itto. int/fr/news/legal\_sustainable\_forest\_value\_chains\_are\_important\_response\_to\_global\_challenges\_say\_experts\_at\_iufro\_world\_congress

# Forum sur les chercheurs forestiers en Indonésie

M. Tetra Yanuariadi, de l'OIBT, a délivré un discours liminaire lors de l'Indonesian Forestry Researcher Expo (qui se tient tous les deux ans) à Bogor, en Indonésie, an août. Il a mis en exergue l'importance pour la GDF du rôle moteur que jouent des forêts productives et les chaînes d'approvisionnement légales et durables qui leur sont associées.

### Colloque sur le processus de Montréal

Le Colloque international sur le processus de Montréal, qui s'est tenu en octobre à Kumamoto, au Japon, a été organisé par l'Agence japonaise des forêts; y ont été évoquées les contributions des forêts aux ODD, et plus particulièrement l'usage des informations sur les forêts et des C&l. L'OIBT, qui participait à ce Colloque en qualité de panelliste, y a présenté ses travaux sur les C&l de la GDF et l'emploi de cet outil pour communiquer sur les ODD au-delà du secteur forestier.

# Conférence des Nations Unies sur le changement climatique

L'OIBT et l'Institut japonais de recherche sur la foresterie et les produits forestiers (FFPRI) ont coorganisé une manifestation, «Des solutions fondées sur les forêts tropicales pour lutter contre le changement climatique et réaliser les ODD», lors de la CdP-25 à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Madrid, en Espagne, en décembre. Cette manifestation parallèle a servi à explorer les solutions fondées sur la nature pour lutter contre le changement climatique et réaliser les ODD, en insistant plus particulièrement sur les



M<sup>me</sup> Rosalie Matondo, Ministre congolaise de l'économie forestière et Ambassadrice de la Feuille de route de Brazzaville sur la foresterie communautaire en Afrique centrale, s'adresse à l'auditoire durant une manifestation en marge de la TICAD-7 coorganisée par l'OIBT. Photo: K. Sato/OIBT

rôles des chaînes d'approvisionnement, de la restauration des corridors biologiques, des projets REDD+ ancrés dans les communautés, des dispositifs novateurs de suivi des forêts et de la recherche-développement.

Également en 2019, l'OIBT a été présente à la cinquième réunion du Conseil de l'APFNet, à la Plateforme d'investissement de la FAO sur l'investissement dans le financement des forêts, au Colloque de l'APFNet sur la coopération forestière dans la région Asie-Pacifique, au Forum du Conseil de bonne gestion forestière (FSC) sur l'intensification durable, à la Conférence préparatoire au Sommet des Nations Unies sur l'action pour le climat, à la CdP-18 à la CITES, à la réunion du Groupe d'experts sur le Centre d'échange du Réseau mondial de facilitation du financement forestier du FNUF et à la CdP-14 de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, toutes rencontres auxquelles elle a contribué des apports significatifs.

Pour en savoir plus, consulter: www.itto.int/fr/news/ side\_event\_explores\_tropical\_forest\_based\_ solutions\_to\_climate\_change





Les objectifs de l'OIBT en matière de sensibilisation sont les suivants:

- 1) Valoriser le partage des connaissances et leur diffusion.
- 2) Démultiplier les connaissances dans le cadre de partenariats.
- 3) Faciliter l'exploitation des connaissances.
- 4) Diffuser auprès de la communauté internationale des messages essentiels sur les travaux de l'OIBT.

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a contribué en 2019 un financement destiné à mettre au point une stratégie de communication dans le but de dynamiser les efforts de l'OIBT en matière de sensibilisation.

Dans leur majorité, les travaux de sensibilisation de l'OIBT interviennent dans le cadre de projets de terrain, d'activités et de travaux de coopération avec des partenaires internationaux qui sont décrits dans d'autres parties du présent ouvrage. Dans cette partie sont présentées les activités de sensibilisation que met principalement en œuvre le Secrétariat de l'OIBT.

### **Actualités des Forêts Tropicales**

L'OIBT a publié en 2019 trois numéros d'Actualités des Forêts Tropicales (TFU), un bulletin d'information destiné à favoriser la conservation et l'utilisation durable des forêts tropicales (comme illustré en page suivante).

*TFU* est diffusé gratuitement à quelque 14 000 particuliers et organismes à travers plus de 160 pays. Il est disponible en version papier ou en version numérique à télécharger sur le site web de l'OIBT <sup>4</sup> ou via l'application *TFU app* (qu'il est possible de télécharger dans l'*App Store* et sur *Google Play*<sup>5</sup>).

## **Nouvelles des Forêts Tropicales**

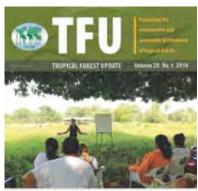
L'OIBT a publié en 2019 six numéros de son bulletin d'information électronique, *Tropical Forest News*, qui offre à ses abonnés des éclairages sur les travaux de l'OIBT et autres actualités et événements pertinents. Il est possible de s'abonner au *Tropical Forest News* via la rubrique des «Liens rapides» du site web de l'OIBT.

#### Site web de l'OIBT

Le site web de l'OIBT (www.itto.int) a été régulièrement actualisé en 2019 et a totalisé 394 000 vues. Notre site web, qui est consultable en anglais, espagnol et français, offre une grande diversité de contenus relevant des travaux de l'OIBT, dont des actualités; des appels à soumission de propositions; des informations à destination du Conseil international des bois tropicaux et de ses Comités; des publications, notamment la revue TFU et les séries Politique forestière et Technique; une base de données statistiques; le Service d'information sur le marché (MIS); des informations sur le programme de bourses de l'OIBT; une liste de manifestations à venir; les résultats des projets de l'OIBT (via un moteur de recherche sophistiqué); une photothèque; et des liens permettant d'accéder instantanément à diverses rubriques du site web.

<sup>4</sup> www.itto.int/fr/tfu

<sup>5</sup> Mots-clés = TFU ITTO











Fast-tracking sustainability				
The second of th	the of the following control of the			











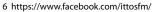
#### Réseaux sociaux

Présent de longue date sur Facebook<sup>6</sup>, Instagram<sup>7</sup>, Twitter<sup>8</sup> and YouTube<sup>9</sup>, I'OIBT a en outre rejoint LinkedIn en 2019.

- Facebook: les dix publications les plus importantes en 2019 ont touché, toutes confondues, 19 000 abonnés environ.
- Twitter: environ 179 000 impressions ont été recensées.
- Instagram: 105 publications et environ 2 300 «J'aime».
   Les publications mensuelles les plus populaires ont touché, toutes confondues, environ 3 000 abonnés au total<sup>10</sup>.
- YouTube: les dix vidéos les plus populaires ont totalisé, toutes confondues, environ 8 400 vues en 2019.

#### **Vidéos**

En décembre 2019, 107 vidéos illustrant divers aspects des travaux de l'Organisation étaient disponibles sur la chaîne YouTube de l'OIBT. Y ont été ajoutées cette même année des vidéos sur: les activités que mène l'OIBT en matière de conservation transfrontière dans le Parc national de Betung Kerihun, situé à Bornéo à la frontière entre l'Indonésie et la Malaisie; le système panaméen de traçabilité du bois, qui a été mis en œuvre dans la province du Darién grâce à un projet de l'OIBT; des interviews avec des conférenciers d'une manifestation de l'OIBT en marge de la TICAD-7; et des moments forts de la 55e session du Conseil international des bois tropicaux.



<sup>7</sup> https://www.instagram.com/itto\_sfm/



Le Directeur exécutif de l'OIBT, M. Gerhard Dieterle, rencontre M<sup>me</sup> Toshiko Abe, la Ministre japonaise d'État des affaires étrangères. Photo: MOFA

#### Sensibilisation au Japon

L'OIBT a effectué en 2019 plusieurs visites de courtoisie auprès d'autorités de haut niveau de son pays hôte, le Japon, avec lesquelles elle a également dialogué, dont:

- le Gouverneur du département de Kanagawa,
   M. Yuji Kuroiwa
- les Vice-présidents de Soka Gakkai International,
   M. Hirotsugu Terasaki et M. Tamotsu Sugiyama<sup>11</sup>
- M<sup>me</sup> Toshiko Abe, Ministre d'État japonaise des affaires étrangères
- M. Yoshihide Suga, Chef de cabinet
- · des membres de la Chambre des représentants.

Le siège de l'OIBT a reçu une visite de courtoisie de la part de M. Takakazu Watanabe, Directeur exécutif du Département des affaires générales de l'Office des affaires internationales de la Ville de Yokohama.

<sup>8</sup> https://twitter.com/itto\_sfm

<sup>9</sup> https://www.youtube.com/user/ittosfm/videos

<sup>10</sup> Nombre de comptes touchés en juin 2020

<sup>11</sup> Soka Gakkai International est un réseau bouddhique mondial qui promeut la paix, la culture et l'enseignement. En tant qu'organisation non gouvernementale entretenant des liens officiels avec les Nations Unies, Soka Gakkai collabore également avec d'autres organisations de la société civile et avec des organismes intergouvernementaux et groupes religieux dans les domaines du désarmement nucléaire, de l'éducation aux droits humains, du développement durable et de l'aide humanitaire.



M. Dieterle rencontre le Gouverneur du département de Kanagawa, M. Yuji Kuroiwa. Photo: R. Carrillo/OIBT



Des enfants visitent le stand de l'OIBT lors de la manifestation «2019 Child Adventure» à Yokohama, au Japon. Photo: Bureau de l'habitat et de l'architecture de la Ville de Yokohama

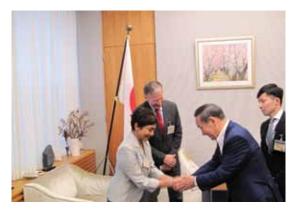
D'autres interactions notables entre l'OIBT et ses ville et pays hôtes ont eu lieu en 2019, dont les suivantes:

- La participation au séminaire international «Où en sommes-nous? Aperçu de l'histoire de la REDD-plus et exploration des opportunités», organisé à Tokyo en février par le Centre de recherche-développement sur la REDD de l'Institut japonais de recherche sur la foresterie et les produits forestiers (FFPRI).
- L'organisation en février d'une séance au Forum International (Kokusai) de Yokohama sur les contributions des forêts tropicales aux ODD.
- La participation au Forum du Japon sur l'éducation pour les ODD, tenu à Tokyo en février 2019.
- L'organisation d'une manifestation en marge du Forum mondial sur les paysages (GLF) à Kyoto en mars ayant pour but d'explorer le rôle des chaînes de valeur du bois s'agissant de réaliser les ODD (voir page 37).
- La coorganisation d'un séminaire à Tokyo en mars en appui à la mise en œuvre de la loi japonaise sur le bois propre (voir page 26).
- L'organisation d'activités éducatives (origami) au Green Earth Festival à Tokyo le 23 mars à l'occasion de la Journée internationale des forêts.
- La distribution d'exemplaires électroniques d'une sélection de publications des séries de l'OIBT Politique forestière et Technique lors de la Réunion ministérielle dans le cadre du G20 sur les transitions énergétiques et l'environnement mondial pour la croissance durable, tenue à Karuizawa en juin.



Des élèves du lycée de jeunes filles Yokohama Jogakuin interagissent lors d'une manifestation au cours de laquelle l'OIBT a donné une conférence en mai 2019. Photo: R. Carrillo/OIBT

- La participation au Séminaire du Japon sur le Programme de reconnaissance des certifications forestières, tenu à Tokyo en juillet.
- L'accueil, le 13 juillet 2019, de près de 60 dignitaires du Gouvernement du Japon, de la Ville de Yokohama, de missions étrangères au Japon, d'associations privées et d'organisations non gouvernementales invités à assister au feu d'artifice de la Ville de Yokohama depuis la terrasse du siège de l'OIBT, fabriquée en essences de feuillus tropicaux obtenues de sources responsables. La Ville de Yokohama a fait installer cette terrasse en 2018 afin de marquer son appui de longue date à l'OIBT et promouvoir la GDF en région tropicale.
- Une présentation sur le Programme de l'OIBT relatif aux chaînes d'approvisionnement légales et durables destinée au secteur privé japonais dans le cadre d'un séminaire organisé en août par l'Association japonaise de foresterie.
- L'accueil d'une visite au siège de l'OIBT de participants au Programme de Yokohama pour la jeunesse et la paix dans le monde en août.
- L'animation d'un stand lors de la manifestation «2019 Child Adventure» à Yokohama en août.
- L'organisation de la manifestation «Gestion durable des forêts et ODD en Afrique», lors de la TICAD-7 à Yokohama en août (voir page 38).
- La participation, en qualité de panelliste, du Directeur exécutif de l'OIBT au colloque «L'Afrique et les Objectifs de développement durable» organisé par l'Université Soka en septembre.
- La présentation d'un exposé à des élèves d'une école primaire dans le cadre du programme, «Allons en visite dans des organisations internationales!», organisée par l'Association de Yokohama pour la communication et les échanges internationaux (YOKE) en septembre.
- La participation à un événementiel de plantation d'arbres organisé par le Groupe Asia Pulp and Paper (Japon), au cours duquel l'OIBT a également prononcé un discours liminaire, qui s'est tenu en septembre à Riau, en Indonésie, dans le cadre du Programme de plantation d'arbres du Groupe.



La Directrice des opérations à l'OIBT, M<sup>me</sup> Sheam Satkuru (à g.) salue M. Yoshihide Suga, le Chef de cabinet du Gouvernement japonais. Photo: S. Kawaguchi/OIBT

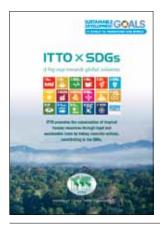
- Des conférences sur les forêts tropicales et leurs contributions aux ODD à l'Institut des arts numériques de Yokohama, au lycée de jeunes filles Jogakuin de Yokohama et au Conseil de l'aide sociale de Shin-Eda dans le cadre du Programme de conférences de la Ville de Yokohama.
- L'accueil de stagiaires de l'Université nationale de Yokohama dans le cadre du Programme de stages de la YOKF.
- Une couverture complète en japonais des travaux de l'OIBT sur le site de l'Organisation.

# Couverture de la 55<sup>e</sup> session du Conseil international des bois tropicaux

Une page web dédiée<sup>12</sup> à la 55e session du Conseil international des bois tropicaux tenue à Lomé, au Togo, en novembre-décembre, a couvert son actualité quotidienne et ses développements, et diffusé des présentations, des photos, des interviews et divers éclairages.

### Matériel publicitaire

Le Secrétariat de l'OIBT a en 2019 produit une variété de matériel publicitaire<sup>13</sup>, dont une plaquette sur la manière dont les travaux de l'OIBT contribuent aux ODD, un calendrier 2020, des pins et des écosacs.



12 www.itto.int/ittc-55



M. Dieterle donne une présentation lors d'un séminaire sur les tendances mondiales dans le commerce des bois tropicaux organisé par l'Association japonaise de foresterie. Photo: Association japonaise de foresterie



S. E. Héctor Alejandro Palma, l'Ambassadeur du Honduras au Japon (à d.) et M. Dieterle se rencontrent lors d'une manifestation organisée par l'OIBT en juillet 2019. Photo: Y Kamijo

#### L'OIBT dans les médias externes

Les résultats de travaux de l'OIBT ont été couverts par divers médias en 2019, comme en témoignent les exemples suivants.

- L'Association internationale des produits bois (IWPA) a mis en ligne sur son site web des numéros du Tropical Timber Market Report<sup>14</sup>.
- Le bulletin d'information de l'Association forestière du Commonwealth<sup>15</sup> a publié deux articles de l'OIBT – «Les chaînes d'approvisionnement mondiales vertes aideront à assurer la pérennisation des forêts» et «Promouvoir la valeur ajoutée du bois dans les petites entreprises au Pérou» – dans ses numéros de mars et juin.
- Revista Forestal de Guatemala<sup>16</sup> (Revue forestière du Guatemala) a publié dans son numéro de juin une interview avec M. Dieterle sur les travaux que mène l'OIBT en appui à la GDF au Guatemala et dans le monde.
- CIFOR Forest News a publié une tribune de M. Dieterle en août sur la manière dont les marchés du bois peuvent aider à sauver les forêts tropicales<sup>17</sup>.

<sup>13</sup> www.itto.int/fr/resources

<sup>14</sup> www.iwpawood.org/page/144

<sup>15</sup> www.cfa-international.org/cfa\_newsletter.php

<sup>16</sup> http://portal.inab.gob.gt/index.php/revista-forestal

<sup>17</sup> https://forestsnews.cifor.org/61768/how-timber-markets-canhelp-save-tropical-forests?fnl=en



Des membres du Secrétariat du RIFFEAC, d'Ernst & Young ShinNihon LLC et du Secrétariat de l'OIBT visitent les nouvelles installations de l'ENEF de Mbalmayo au Cameroun construites grâce à un projet de l'OIBT. Photo: S. Kawaguchi/OIBT

- L'OIBT a été citée par l'Agence France-Presse<sup>18</sup> et le journal *Le Monde*<sup>19</sup> en août en lien avec les incendies de forêt en Amazonie.
- Le site web de l'Association internationale des étudiants forestiers (IFSA) a mis en ligne les résultats du forum international coorganisé par l'OIBT «Tous ensemble en faveur de chaînes d'approvisionnement mondiales vertes»<sup>20</sup>.
- La plateforme de connaissances sur les ODD de l'Institut international du développement durable<sup>21</sup> a publié un article en novembre sur la séance de l'OIBT au XXV<sup>e</sup> Congrès mondial de l'IUFRO qui portait sur les chaînes d'approvisionnement mondiales vertes: Un moteur de la GDF et un contributeur aux ODD.
- Le bulletin d'information et le site web de l'ATIBT ont publié des articles sur les travaux de l'OIBT en matière de chaînes d'approvisionnement mondiales vertes.

<sup>18</sup> www.rappler.com/world/global-affairs/238744-amazon-firestipping-point

<sup>19</sup> www.lemonde.fr/planete/article/2019/08/28/incendiesenamazonie-le-bresil-ouvert-a-une-aide-financiere-deletranger\_5503514\_3244.html

<sup>20</sup> https://ifsa.net/ggsc-shanghai/ and https://ifsa.net/ggscforumshanghai-2019-youth-for-lssc

<sup>21</sup> http://sdg.iisd.org/news/forestry-events-focus-on-greensupplychains-potential-to-support-sdgs





Ce chapitre se compose de deux parties principales: les états financiers résumés de l'OIBT préparés par le Secrétariat de l'OIBT et un extrait des états financiers de l'OIBT audités. Ces deux éléments font partie intégrante des rapports financiers qui, établis conformément au Règlement financier de l'OIBT et procédures afférentes, seront examinés par le Conseil international des bois tropicaux lors de sa 56° session.

# États financiers résumés de l'OIBT pour l'exercice clos au 31 décembre 2019, préparés par le Secrétariat de l'OIBT

Les états financiers audités apportent des informations sur le bilan et le compte de résultat de l'OIBT pour l'exercice clos au 31 décembre 2019 (E. 2019).

Eu égard aux comptes des projets de l'OIBT pour l'exercice 2019, de nouveaux engagements de contributions volontaires d'un montant de 5,1 millions SEU ont été annoncés lors de la 55e session du Conseil international des bois tropicaux. Pour cette période, les dépenses relatives aux projets se sont élevées à un total de 5,6 millions \$EU, en notant qu'il s'agissait de projets qui avaient été pour la plupart financés avant l'exercice 2019. Les recettes totales des quotes-parts de contribution imputées au Compte administratif se sont chiffrées à 7,2 millions \$EU, dont le montant de 1,7 million \$EU qui n'a pas été reçu au cours de l'exercice 2019 a été comptabilisé au titre des quotes-parts de contributions à recevoir (arriérés). Les coûts réels imputés au budget du Compte administratif pour l'exercice 2019 se sont élevés à 6,1 millions \$EU, engendrant un déficit de 0,6 million \$EU dans la trésorerie du Compte administratif pour l'exercice concerné. Afin de remédier à ce problème, le Conseil international des bois tropicaux a adopté en juin 2020 la Décision 2(LV.1) «Gestion du budget administratif des exercices 2019-2020», qui autorise l'OIBT à puiser dans la Réserve de fonds de roulement pour résorber ce déficit. Cette même décision autorise l'OIBT à faire usage en 2020 d'un montant de 1 million \$EU de la Réserve de fonds de roulement afin de permettre au Secrétariat de continuer à fonctionner durant la pandémie de Covid-19 qui perdure et la période de repli économique anticipée dans plusieurs pays, lesquelles pourraient entraîner des délais dans le versement des quotes-parts de contribution au Compte administratif.

Lors de sa 54° session en novembre 2018, le Conseil avait adopté la Décision 5(LIV) dans le but d'améliorer l'architecture de financement et la levée de fonds de l'Organisation. En accord avec le paragraphe 9 du dispositif opératoire de ladite décision, le Secrétariat a inclus ici les recettes ainsi que les coûts directs et indirects associés à la mise en œuvre pilote d'une «démarche additionnelle de levée de fonds qui soit axée sur l'élaboration proactive de propositions en collaboration avec de potentielles sources de financement et/ou de participer à des appels d'offres qui répondent/contribuent aux objectifs de l'Accord international sur les bois tropicaux (AIBT) ainsi qu'aux priorités stratégiques de l'Organisation, en prenant en compte le besoin de transparence et d'opportunités d'implication pour les Membres».

Annonces de financements associées à la mise en œuvre pilote	2019
Annonces de financement de la Décision 1(LV) associées à la mise en œuvre	2013
pilote	
Annonce de l'Allemagne relative à PP-A/55-334 «Mise en place de chaînes d'approvisionnement de produits forestiers d'origine légale et durable (LSSC)»	2 390 000
Annonce de la GIZ relative à PP-A/53-323A «Mise en place de chaînes d'approvisionnement de produits forestiers d'origine légale et durable (LSSC)»	79 636
Total des annonces de financement	2 469 636
(dollars des États-Unis)	
Coûts associés à la mise en œuvre pilote	2019
Coûts imputés au Budget administratif	
Temps du personnel*	180 000
Sous-total	180 000
Coûts imputés à la Réserve de fonds de roulement en accord avec la Décision 9(LIII) et la Décision 5(LIV)	
Prestations d'expertise-conseil	74 000
Groupe de travail spécial sur le financement	31 529
Manifestations parallèles (TICAD-7)	8 383
Déplacements officiels du personnel	7 865
Traduction	1 300
Sous-total Sous-total	123 076
	_
Total des coûts	303 076

<sup>\*</sup> Estimation basée sur le temps consacré à l'exploration d'idées, aux réunions et à la mise en œuvre d'initiatives de levée de fonds ainsi que sur le temps passé à mettre en œuvre les activités en découlant qui ne sont pas explicitement budgétisées dans les activités concernées.

Le Conseil a adopté en décembre la Décision 8(LV) «Mise en œuvre de la nouvelle architecture de financement de l'OIBT – Phase l» qui appelle le Secrétariat à jouer un rôle plus proactif s'agissant de rechercher de nouvelles voies de financement et de nouveaux partenaires pour le financement des travaux de l'OIBT. Les activités spécifiques comprennent la mise en œuvre à titre pilote de la Démarche programmatique proposée par le Secrétariat, l'interaction avec le Fonds mondial pour l'environnement et autres potentiels partenaires, l'exploration de mécanismes de financement supplémentaires et la rationalisation du cycle des projets de l'OIBT. En conséquence, on anticipe que le temps que consacre le personnel à cette mise en œuvre pilote sera sensiblement plus important en 2020 qu'en 2019.

Pour la quatrième année consécutive, les états financiers de 2019 ont été préparés sur la base des Normes internationales de comptabilité du secteur public (IPSAS) et en accord avec le Règlement financier et procédures afférentes adoptés par le Conseil, qui prévoient la divulgation d'informations additionnelles sur les actifs et passifs réels, et permettent d'améliorer la gestion des ressources et des contrôles internes de l'OIBT. Les éléments saillants en sont les suivants:

- Les produits reportés ont diminué de 1,2 million \$EU entre 2018 et 2019. La raison principale en est que des annonces de financement de projets effectuées au cours des années précédentes se sont concrétisées en 2019.
- L'excédent dans le Compte de résultat de l'exercice 2019 s'élève à 0,5 million \$EU, ce qui s'explique par les différences dans le calendrier d'application des recettes et dépenses (par ex., la totalité du Budget administratif est constatée au titre de recette au cours de l'exercice durant lequel les quotes-parts de contribution sont dues, alors que seules les dépenses encourues durant le même exercice sont constatées au titre de dépenses imputées au budget dudit exercice).

 Les éléments additionnels divulgués se rapportant aux comptes financiers de l'OIBT définis dans l'Accord international de 2006 sur les bois tropicaux (Compte administratif, Compte spécial et Fonds pour le Partenariat de Bali) ont été inclus afin d'accroître la transparence des comptes essentiels et non essentiels.

L'OIBT est résolue à mettre en place des fondements solides en vue d'assurer la transparence et l'efficacité de sa gestion financière et de la communication de ses comptes. Outre l'adoption des meilleures pratiques de contrôle interne qui ont été introduites dans le Règlement financier de l'OIBT adopté en 2016, le Conseil a procédé en 2019 à une nouvelle révision du Règlement financier afin de renforcer les règles régissant la rotation des cabinets de vérification des comptes et la délégation des contrôles financiers internes. L'OIBT continuera de mettre en œuvre et de renforcer ses contrôles internes et ses mesures de reddition de comptes en évaluant et en améliorant de manière proactive ses systèmes selon que de besoin et en adoptant les meilleures pratiques qu'appliquent des organisations de nature similaire. Parallèlement, le Conseil, en sa qualité d'organe directeur de l'Organisation, jouera un rôle crucial, dans la mesure où il recevra des rapports réguliers sur les finances de l'Organisation et en assurera la supervision.

# Extrait des états financiers audités de l'OIBT pour l'exercice clos au 31 décembre 2019

### Bilan au 31 décembre

(en dollars des États-Unis)

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16 405 795	15 908 049
Placements	_	-
Quotes-parts de contributions et contributions volontaires à recevoir, net	6 257 753	6 169 387
Autres comptes débiteurs	39 218	43 905
Virements anticipés – Projets	518 827	1 515 793
Virements anticipés – Autres	173 674	322 508
Total des actifs courants	23 395 267	23 959 642
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles	235 858	290 661
Actifs incorporels	9 595	12 335
Autres actifs	_	-
Total des actifs non courants	245 452	302 996
Total des actifs	23 640 719	24 262 638
Passifs courants Comptes sydditours Membres	157 520	61 647
Passifs Passifs courants		
Comptes créditeurs – Membres	157 528	61 647
Perception anticipée de contributions volontaires – allouées	400 880	876 842
Perception anticipée de contributions volontaires – non allouées	414 546	443 943
Perception anticipée de quotes-parts de contribution	326 398	433 682
Autres passifs	784 421	715 387
Total des passifs courants	2 083 773	2 531 501
Passifs non courants		
Perception anticipée de contributions volontaires – allouées	11 018 880	11 764 348
Autres passifs	984 036	923 533
Total des passifs non courants	12 002 916	12 687 881
Total des passifs	14 086 689	15 219 382
Valeur nette entre total actifs et total passifs	9 554 030	9 043 256
Actifs nets		
Excédent accumulé – affecté	5 857 336	5 795 068
Excédent accumulé – non affecté	1 196 694	748 188
Réserves	2 500 000	2 500 000
Total des actifs nets	9 554 030	9 043 256

## Compte de résultat de l'exercice clos au 31 décembre

(en dollars des États-Unis)

	2019	2018
Recettes		
Compte administratif		
Quotes-parts de contribution	7 170 242	7 123 539
Autres contributions volontaires	884 755	1 265 730
Produits financiers	12 014	14 656
Autres revenus	890	971
Comptes des projets		
Contributions volontaires des États membres	5 401 501	4 418 350
Autres contributions volontaires	-	-
Revenus de l'appui au programme	496 990	403 721
Revenus des évaluations a posteriori	163 005	95 352
Produits financiers	15 631	46 013
Total des recettes	14 145 027	13 368 331
Dépenses		
Compte administratif		
Prestations dues au personnel	4 889 230	4 488 806
Dépenses de fonctionnement	2 501 333	2 514 504
Comptes des projets		
Dépenses de projets	5 618 924	4 721 327
Dépréciation et amortissement	66 699	61 015
Autres dépenses	558 068	458 710
Total des dépenses	13 634 253	12 244 361
Excédent/(déficit) pour l'exercice	510 774	1 123 970

# État des flux de trésorerie pour l'exercice clos au 31 décembre (en dollars des États-Unis)

	2019	2018
Flux de trésorerie provenant du fonctionnement		
Excédent/(déficit) pour l'exercice	510 774	1 123 970
Ajustements pour rapprocher le déficit/l'excédent des flux de trésorerie nets		
Augmentation/(diminution) des provisions pour créances douteuses	499 547	469 182
Dépréciation et amortissement	66 699	61 015
(Gains)/pertes de change non réalisés	18 797	(4 411)
Variations des actifs		
(Augmentation)/diminution des quotes-parts de contribution à recevoir	(1 042 492)	(945 877)
(Augmentation)/diminution des contributions volontaires à recevoir	454 578	367 693
(Augmentation)/diminution des autres comptes débiteurs	5 048	20 511
(Augmentation)/diminution des virements anticipés – Projets	996 966	176 093
(Augmentation)/diminution des virements anticipés – Autres	148 834	(64 821)
Variations des passifs		
(Diminution)/augmentation des comptes créditeurs – Membres	95 881	61 647
(Diminution)/augmentation des passifs – Autres	167 849	(159 293)
(Diminution)/augmentation de la perception anticipée de contributions volontaires – allouées	(1 221 431)	(2 248 434)
(Diminution)/augmentation de la perception anticipée de contributions volontaires – non allouées	(29 397)	159 617
(Diminution)/augmentation de la perception anticipée de quotes-parts de contribution	(107 284)	128 121
Flux de trésorerie nets provenant du fonctionnement	564 369	(854 989)
Flux de trésorerie provenant d'opérations d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(9 155)	(64 930)
Acquisitions d'actifs incorporels	<u> </u>	(13 709)
Flux de trésorerie nets provenant d'opérations d'investissement	(9 155)	(78 638)
Flux de trésorerie provenant d'opérations de financement		
Produit net/(paiement de) des passifs au titre des contrats de location-financement	(38 311)	(37 798)
Flux de trésorerie nets provenant d'opérations de financement	(38 311)	(37 798)
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	(19 157)	681
Augmentation/(diminution) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	497 746	(970 744)
Trésorerie et équivalents de trésorerie – début de l'exercice	15 908 049	16 878 793
Trésorerie et équivalents de trésorerie – clôture de l'exercice	16 405 795	15 908 049



Des membres du secrétariat du RIFFEAC et d'Ernst & Young ShinNihon LLC se rencontrent pour parler des procédures de l'OIBT relatives à l'établissement des rapports financiers et d'audit en matière de projets de l'OIBT. Photo: S. Kawaguchi/OIBT

# Rapport d'audit sur le Programme de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, en application de la Décision 3(LIV) du Conseil international des bois tropicaux

M. Takeshi Tanaka, un expert-comptable certifié agréé au Japon, a procédé à un audit interne de la mise en œuvre du Programme de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (AML/CFT) de l'OIBT afin d'évaluer son adéquation et son efficacité. L'audit a porté sur la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2019. Sur la base des procédures de l'audit interne, la conclusion a été que, en accord avec la Décision 3(LIV), l'OIBT a mis au point un programme adéquat afin d'éliminer le risque que des partenaires utilisent des fonds de l'OIBT à des fins autres que celles prévues.

Afin de renforcer l'adéquation et l'efficacité de ce Programme, a été proposée la préconisation suivante que l'OIBT a acceptée:

 L'intégration du programme dans les cycles des projets de l'OIBT et les manuels connexes afin d'accroître l'effectivité et l'efficience de l'ensemble du processus d'administration de l'OIBT.



EY Global interviewe M. Dieterle sur la mise en œuvre des normes IPSAS par l'OIBT. Photo: EY ShinNihon LLC

# Programme pilote d'audit des projets de l'OIBT

L'OIBT a en 2019 mis en œuvre à titre pilote un programme d'audit des projets qui vise à améliorer les capacités des agences d'exécution des projets de l'OIBT en matière d'établissement de rapports financiers et à accroître la transparence en général. Dans le cadre de ce programme pilote a été mené en décembre 2019 au Cameroun un atelier sur l'établissement de rapports financiers et d'audit en matière de projets avec la participation d'Ernst & Young ShinNihon LLC (la firme actuellement chargée de la vérification des comptes de l'OIBT) et le RIFFEAC, qui exécute un projet de développement de programmes d'enseignement et de matériel de formation pour les chaînes d'approvisionnement légales et durables de bois dans le bassin du Congo (voir page 32). L'atelier a contribué des apports destinés à affiner le programme d'audit de projets, qui devrait être parachevé en 2020.

# Première entité à adopter les normes IPSAS au Japon, l'OIBT fait l'objet d'une interview

Des membres du personnel de l'OIBT<sup>22</sup> ont été interviewés par *Ernst & Young ShinNihon LLC* au sujet de l'expérience de l'Organisation dans l'adoption des normes IPSAS.

<sup>22</sup> www.ey.com/en\_gl/government-public-sector/how-tobuildconfidence-in-public-sector-accounting; www.eyjapan.jp/ industries/government-public/topics/2019-07-26.html





### **Membres producteurs**

#### Afrique

Bénin, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Libéria, Madagascar, Mali, Mozambique, République centrafricaine, République démocratique du Congo et Togo.

#### Asie-Pacifique

Cambodge, Fidji, Inde, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Thaïlande et Viet Nam.

### Amérique latine et Caraïbes

Brésil, Colombie, Costa Rica, Équateur, Guatemala, Guyana, Honduras, Mexique, Panama, Pérou, Suriname, Trinité-et-Tobago et Venezuela.

Note: États membres au 31 décembre 2019 dans le cadre de l'Accord international de 2006 sur les bois tropicaux.

### **Membres consommateurs**

Albanie, Australie, Chine, États-Unis d'Amérique, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, République de Corée, Suisse et Union européenne [Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Croatie, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lithuanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie et Suède].



